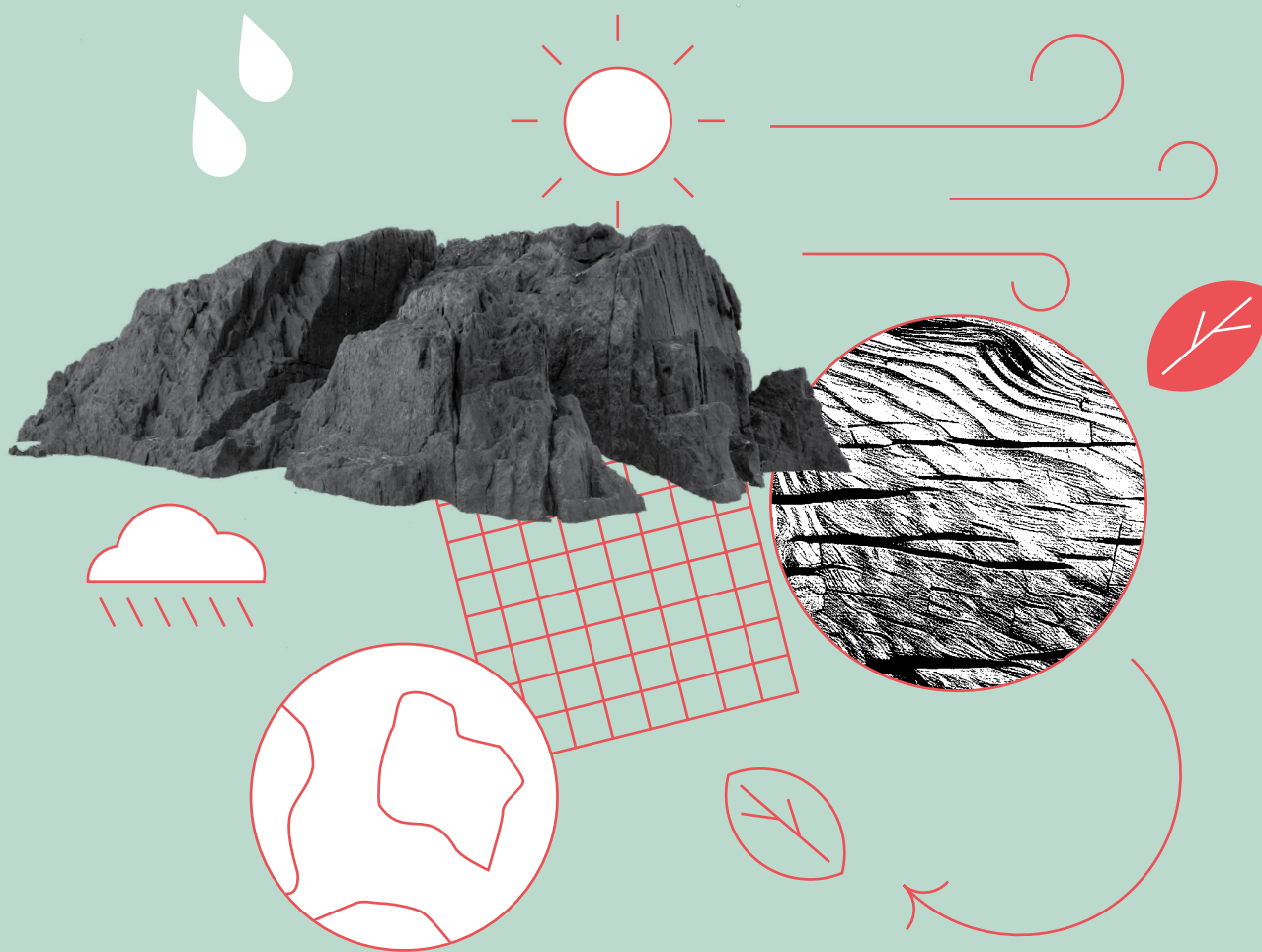


# Les cahiers

du ministère de la Culture



## L'écoresponsabilité dans la culture



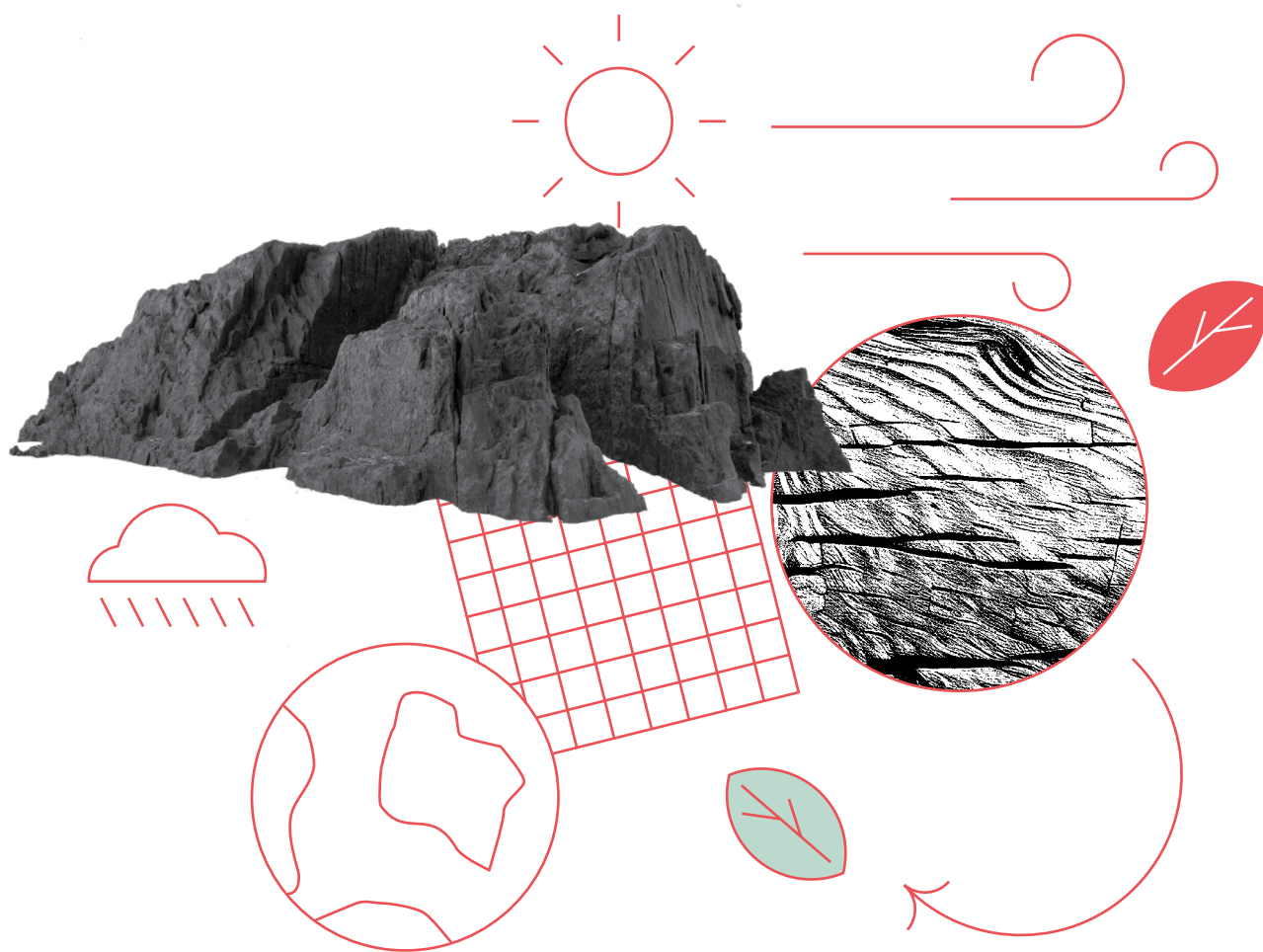
LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Culture

No 02



# Les cahiers

du ministère de la Culture



## L'écoresponsabilité dans la culture



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de la Culture

No 02

# INDEX

## Préface

par Eric Thill, ministre de la Culture

## 01

Entre *Earth Overshoot*  
et *Moonshot* :  
l'écoresponsabilité  
et le pouvoir transformateur  
de la culture

p. 10

De l'opportunité  
d'une ressourcerie  
pour le secteur  
culturel au  
Luxembourg

p. 18

## 02

03

**Les institutions  
culturelles  
participent-elles  
à retarder la fin  
du monde ?**

p. 40

**Workshop  
« L'écoresponsabilité  
dans la culture »**

p. 48

04

05

**L'écoresponsabilité  
des arts de la scène  
en point de mire**

p. 60

**Biblio- et webographie**

p. 64

# Responsabilité et pragmatisme : pour un tournant écologique de la culture

## Préface

En 2022 au Luxembourg, les théâtres ou centres culturels, musées ou espaces d'exposition et autres tournages de film auraient consommé l'équivalent de onze conteneurs de stockage à 33 mètres cubes de bois pour leurs décors, scénographies et constructions. Voilà un des chiffres saisissants de l'enquête que Tun van Beest a réalisée auprès de 73 structures et acteurs culturels pour le compte du ministère de la Culture et dont les résultats constituent la pièce maîtresse de ce deuxième *Cahier* du ministère, consacré à l'écoresponsabilité dans la culture. Un deuxième chiffre remarquable révélé par cette enquête est que la très grande majorité des répondant/es, 90 pour cent, se disent en faveur d'une structure dite « ressourcerie » en vue d'une réutilisation des matériaux qu'ils ou elles utilisent et qui, actuellement, sont souvent détruits faute d'espaces de stockage disponibles - ce qui est entre autres dû aux prix du foncier au Luxembourg.

Conscient des enjeux liés au gaspillage de matériaux précieux, le ministère de la Culture avait déjà été approché par le groupe de travail sur l'écoresponsabilité de la Theater Federatioun. Ce dernier a exprimé la demande que l'État mette à disposition du secteur des arts du spectacle un espace de stockage central pour les décors, accessoires et costumes des petits théâtres et des compagnies, où les matériaux pourraient être stockés et mis à disposition de futurs utilisateurs. Tout en saluant cette idée de ce que les Allemands appellent « Fundus », qui combine écologie et économie, nous voulons la développer de manière transversale pour toutes les disciplines afin de valoriser davantage encore les matériaux. Cette étude est le premier élément d'un projet que je voudrais mener dans une approche interministérielle, dans le souci de mettre sur pied une ressourcerie culturelle centrale qui intègre les principes de l'économie circulaire et de l'écologie, tout en favorisant l'innovation, la création d'emplois ou encore l'inclusion socio-culturelle.

Or, la création d'une ressourcerie ne doit pas être le fin mot de la transition écologique du secteur culturel. Elle en est un des

éléments. «Lost in transition» était le titre du Focus que l'IETM, le réseau international des arts du spectacle contemporains, avait organisé en collaboration avec Kultur|ix fin novembre 2023

*Il me tient à cœur que nous pensions  
cette transition aussi comme une véritable  
«écologie de la production culturelle»*

au neimënster que j'ai eu le plaisir d'ouvrir comme une des premières actions de mon mandat au ministère de la Culture. Et effectivement, nous pouvons parfois nous sentir un peu perdus face aux nombreux changements que les crises successives nous demandent de faire : crise de l'énergie, celle de l'inflation, les guerres en Ukraine ou au Proche-Orient et donc celle de l'écologie. Et si la culture ne peut résoudre la crise climatique à elle seule, il est indéniable que les 12 400 personnes qu'elle emploie, sa vingtaine d'instituts et établissements culturels, les nombreux centres culturels régionaux au Luxembourg, ses centaines d'associations et son public ont chacun/e leur rôle à jouer pour réduire l'empreinte carbone du secteur et accomplir la transition écologique que nous voulons poursuivre.

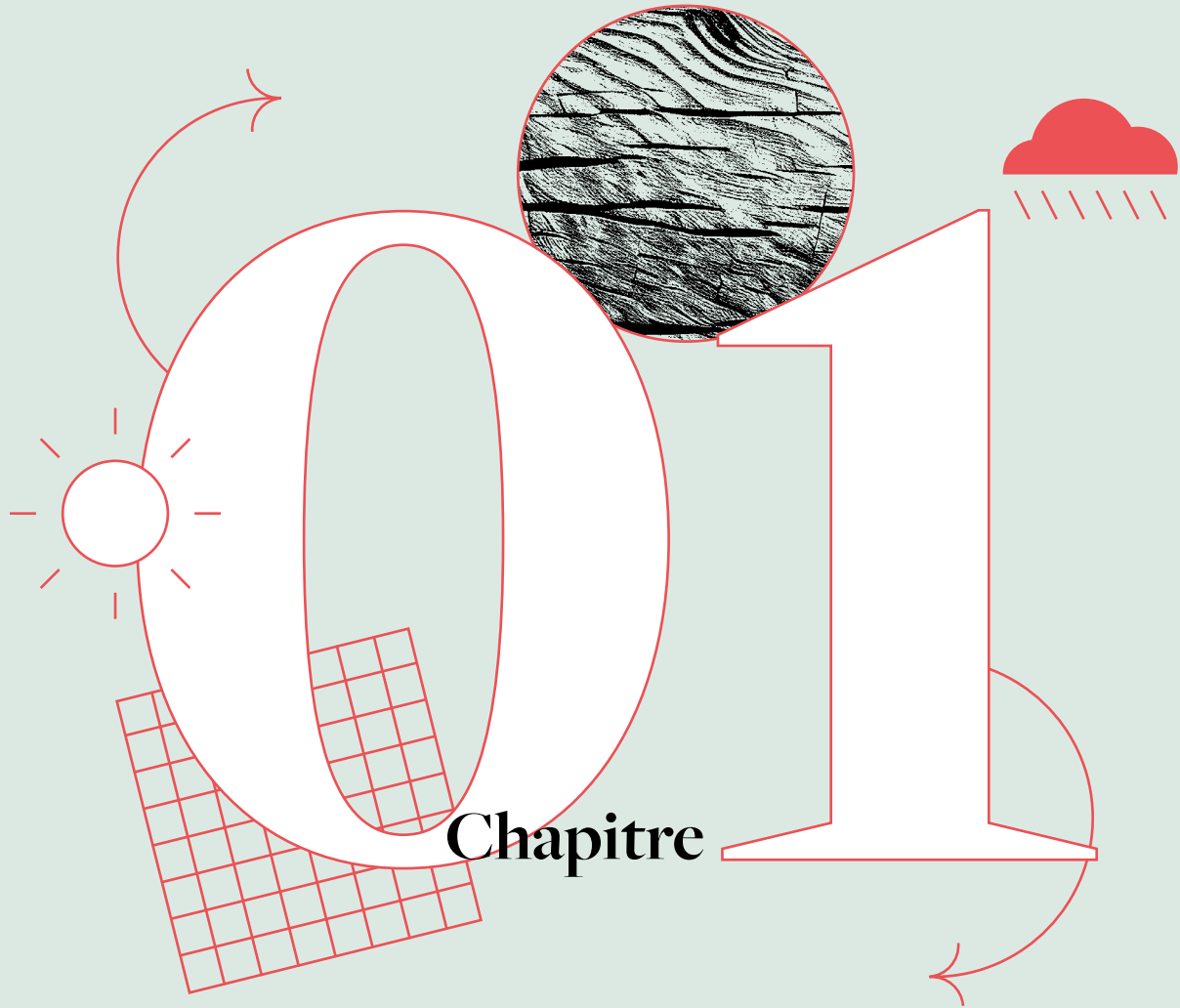
Celle-ci passe par de petits gestes comme réduire les déchets, opter pour une alimentation locale et de la vaisselle réutilisable pour le catering, mieux isoler, rénover les systèmes d'éclairage et chercher les moyens de transport les moins polluants pour transporter les artistes et le public. Les organisateurs peuvent déjà aujourd'hui se faire assister par l'équipe de l'Oekozerter, qui a élaboré un cahier des charges pour obtenir une certification Green Events, ou assister à des formations pour réduire leur empreinte carbone, que le ministère de la Culture organise en collaboration avec le House of Training.



Mais il me tient à cœur que nous pensions cette transition aussi comme une véritable «écologie de la production culturelle».

Au-delà du réemploi ou d'une réflexion sur quels matériaux utiliser ou selon quelles méthodes construire les scénographies ou les décors, j'aimerais aussi encourager le débat sur la durabilité de nos productions. Le gouvernement dont je fais partie s'engage par exemple pour une meilleure implantation de la culture en région. Renforcer le réseau des centres culturels régionaux et encourager les collaborations entre eux ainsi qu'avec les institutions nationales et la scène libre nous permettra non seulement d'offrir au public une plus grande diversité, mais aussi aux artistes de prolonger la vie de leurs œuvres. Mieux produire en amont et mieux diffuser en aval sont des axes que j'aimerais discuter et accompagner dans les prochaines années. Parce que les artistes affirment eux-mêmes que le gaspillage est souvent non seulement matériel, mais parfois aussi intellectuel : une pièce sur laquelle une équipe de gens talentueux travaillent durant des semaines, voire des mois pour trois ou quatre représentations ne peut être ni rationnel, ni écoresponsable. Nous allons travailler à décélérer, à réduire la surproduction, à mieux faire vivre nos artistes et nos productions, au Luxembourg comme à l'international.

Toutes ces considérations toutefois n'ont nullement comme ambition d'entraver de quelque manière que ce soit la liberté artistique. L'esthétique et l'écologique peuvent aller de pair – d'ailleurs, la transition écologique est souvent déjà le thème d'expositions, de livres ou de pièces de théâtre d'artistes autochtones et les nouveaux festivals de musique ont fait de l'écoresponsabilité de leur événement non seulement un geste engagé, mais même un argument de marketing. La culture, on le sait, est souvent aux avant-postes des débats de société – elle peut aussi l'être dans les actes.



# Entre *Earth Overshoot* et *Moonshot* : l'écoresponsabilité et le pouvoir transformateur de la culture

Barbara Zeches

L'association américaine Global Footprint Network (GFN) calcule annuellement le jour où la consommation de l'humanité en ressources naturelles au cours d'une année donnée est supposée avoir globalement dépassé ce que la Terre peut régénérer ou absorber en déchets cette année-là. C'est ledit Earth Overshoot Day (EOD) ou « Jour du dépassement<sup>1</sup> ».

Dans les années 1970, le EOD se situait au mois de novembre/décembre. En 2023, le jour mondial du dépassement était atteint le 2 août.

GFN analysant également chaque pays individuellement, le Luxembourg était listé en 2<sup>e</sup> position en 2023 (derrière le Qatar), atteignant le jour de dépassement dès le 14 février. C'est-à-dire que si tout le monde avait vécu comme nous, les ressources de la Terre auraient été épuisées ce jour-là.

Comme souvent, ces calculs ne sont pas au-delà de toute critique et donnent lieu chaque année à débat. Le Conseil supérieur pour un développement durable luxembourgeois avait d'ailleurs rebondi l'an dernier sur ces débats pour demander au LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology) d'analyser de façon plus approfondie la méthode de calcul du GFN et de l'adapter à la situation luxembourgeoise : « Dans son nouveau calcul nuancé, à consulter dans la publication *Revisiting the ecological footprint* (Gibon ; Hitaj / 2022), le LIST arrive à la conclusion suivante : le Earth Overshoot Day luxembourgeois ne serait plus le 14 février, mais le 22 février. Même décalé de 8 jours, notre consommation de ressources reste très élevée. Exprimé en planètes, nous consommons 6,88 planètes selon le LIST, soit une planète de moins » [que les 7,77 planètes calculées par GFN, nldr].<sup>2</sup>

Le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en avait dès lors appelé à la responsabilité collective et encouragé « tous les acteurs et actrices de la société à se pencher sur leur propre consommation de ressources et à les réduire ». Au niveau du ministère de la Culture, la réflexion à cet égard est axée autour de la notion d'écoresponsabilité.

---

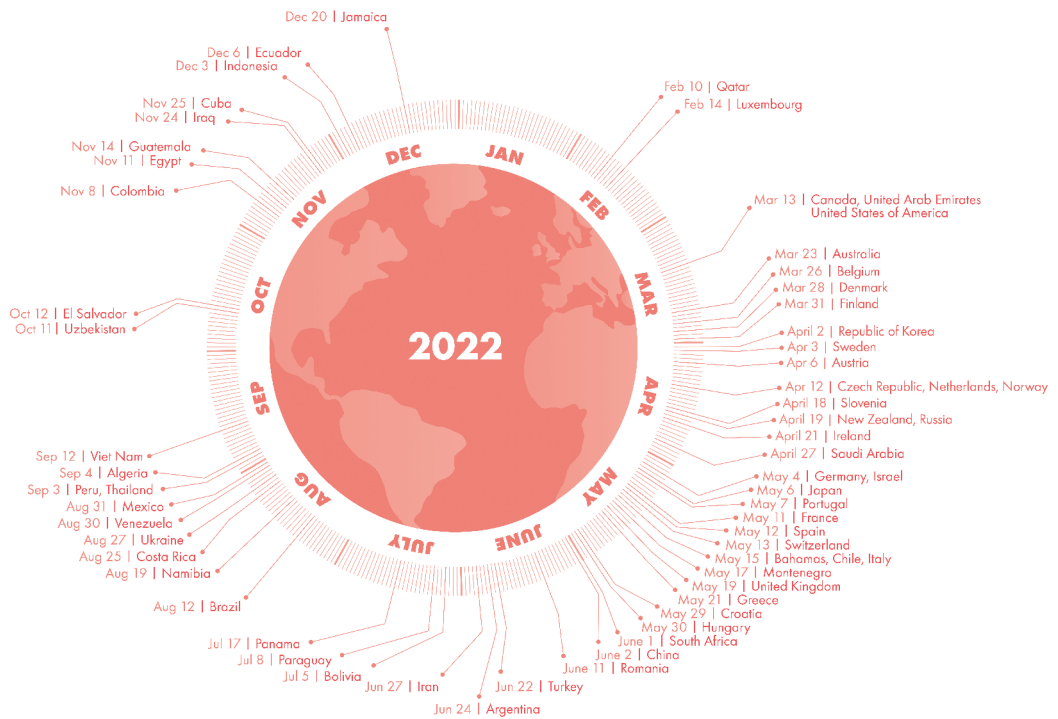
Barbara Zeches est conseillère au ministère de la Culture, en charge des affaires culturelles bilatérales et multilatérales (Union européenne, Conseil de l'Europe, Grande Région, accords culturels) et de la politique culturelle internationale, dont le dossier relatif au développement durable

<sup>1</sup> <https://overshoot.footprintnetwork.org/>

<sup>2</sup> <https://environnement.public.lu/fr/actualites/2023/02/overshoot2023.html>

# Country Overshoot Days 2022

When would Earth Overshoot Day land if the world's population lived like...



For a full list of countries, visit [overshootday.org/country-overshoot-days](https://overshootday.org/country-overshoot-days)  
 Source: National Footprint and Biocapacity Accounts, 2022 Edition  
[data.footprintnetwork.org](https://data.footprintnetwork.org)



## L'écoresponsabilité

Bien que le Luxembourg semble être l'un des rares pays à utiliser la terminologie d'écoresponsabilité en tant que concept politique, il importe de garder à l'esprit que, même si les notions de durabilité, développement durable, écoresponsabilité etc. gravitent toutes autour de la même chose, il y a nuance quant aux champs d'application auxquels elles se réfèrent, ce qui impacte forcément la définition et l'envergure des mesures y relatives.

Si l'on cherchait à définir davantage la notion spécifique d'écoresponsabilité, l'on pourrait se laisser guider par le libellé utilisé au Québec : « L'écoresponsabilité fait référence à un ensemble de comportements qui s'inscrivent dans une perspective de développement durable. (...) Globalement, l'écoresponsabilité repose sur l'intégration de la hiérarchie des 3 RV-E (réduire à la source, réemployer, recycler, valoriser, éliminer) et de la notion de cycle de vie des produits et services. Cette dernière notion implique la prise en compte des retombées environnementales, économiques et sociales encourues à chaque étape de la vie d'un produit ou d'un service »<sup>3</sup>. En effet, se référant à la gestion responsable des ressources et comprenant, en quelque sorte, un « guide d'emploi », cette définition a en outre le mérite de mettre l'écoresponsabilité explicitement en lien avec le développement durable.

## L'écoresponsabilité dans les travaux de politique culturelle internationale : quelques exemples

Ce lien entre écoresponsabilité et développement durable dans le domaine culturel a été particulièrement mis en exergue au niveau de l'Union européenne qui, en 2020, avait mis en place un groupe d'experts de 25 États membres pour analyser les politiques et mesures mises en œuvre aux niveaux nationaux et européen, avec comme objectif, notamment, d'inspirer la définition de nouvelles politiques en la matière. Cet exercice a abouti au rapport *Stormy times. Nature and humans: cultural courage*

*for change: 11 messages for and from Europe*<sup>4</sup>, qui a été publié en 2022 et contient onze messages assortis de recommandations, d'exemples de bonnes pratiques et d'études de cas. Il entend guider aussi bien les responsables politiques que les professionnels du secteur culturel et créatif.

Sous la prémisse « The culture sector is a change-maker », le rapport se concentre sur l'aspect écologique et le potentiel de la culture à contribuer au nécessaire changement transformatif. Les onze messages interconnectés visent dès lors à donner un coup de pouce à la mobilisation du secteur culturel et à l'utilisation des politiques culturelles pour accélérer le passage à des solutions urgentes et systémiques de sauvegarde des systèmes vitaux et de la biodiversité.

De façon indicative, on relèvera ici le message n°2 « Join the moonshot project 2050 - The European Green Deal reloaded: trigger change. Build back better with culture », ainsi que le message n°6 « Make the cultural carbon footprint lighter - Strategic change in production and consumption. Economic sustainability and circular economy - use data » qui montrent l'ambivalence du rôle de la culture en la matière : entre réduction de sa propre consommation de ressources et extraordinaire capacité incitative au changement. Le sujet est central aussi au niveau des ministres de la Culture de l'Union Européenne (UE), avec l'une des quatre priorités de leur actuel *Programme de travail 2023-2026 de l'UE en faveur de la culture*<sup>5</sup> qui traite de « La culture pour la planète : libérer le pouvoir de la culture ».

Il y est rappelé que le changement climatique affecte aussi la culture et le patrimoine culturel, mais que ceux-ci ont en même temps un fort potentiel contributif pour y répondre et atteindre les objectifs européens dans le cadre du Pacte vert<sup>6</sup>. À ce titre et d'ici 2026, le Conseil vise, par exemple, à renforcer les capacités et compétences pour protéger le patrimoine contre les catastrophes naturelles et d'origine humaine (un rapport à ce sujet a été publié en 2022<sup>7</sup>) ou encore à stimuler la transition écologique et énergétique des secteurs de la culture et de la création.

<sup>4</sup> <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/0380f31c-37c9-11ed-9c68-01aa75ed71a1/language-en>

<sup>5</sup> <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32022G1207%2801%29>

<sup>6</sup> <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/green-deal/>

<sup>7</sup> Commission européenne, Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture, *Strengthening cultural heritage resilience for climate change: where the European Green Deal meets cultural heritage*, Office des publications de l'Union européenne, 2022, <https://data.europa.eu/doi/10.2766/44688>



Par ailleurs, le programme de subventionnement *Europe créative* met lui aussi un accent de plus en plus fort sur son écologisation.<sup>8</sup>

Mais même si elles ne sont pas négociées par les ministres de la Culture, d'autres politiques de l'UE peuvent également avoir un impact +/- direct sur le secteur, comme la révision en cours de la directive sur la performance énergétique des bâtiments qui concerne aussi la préservation du patrimoine bâti.

L'écoresponsabilité, ou le patrimoine culturel naturel est thème aussi au Conseil de l'Europe, notamment à travers la Convention européenne sur le paysage<sup>9</sup> dont le Luxembourg fait partie.



Premier traité international consacré à toutes les dimensions du paysage, il définit celui-ci comme « partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». Lors du récent 4<sup>e</sup> Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu en mai 2023 à Reykjavik<sup>10</sup>, il a d'ailleurs été décidé de renforcer les travaux de l'organisation sur les aspects de l'environnement liés aux droits de l'Homme, ce qui, en vertu de la définition du paysage, inclut aussi des aspects culturels.

8 <https://culture.ec.europa.eu/news/how-creative-europe-aims-to-go-green>

9 <https://www.coe.int/fr/web/landscape>

10 <https://www.coe.int/fr/web/cm/reykjavik-summit>

Du côté de l'UNESCO, la déclaration finale de la conférence Mondiacult sur les politiques culturelles et le développement durable de 2022<sup>11</sup> oriente la politique de l'organisation en la matière, sachant que ses activités mettant en lien l'écologie et la culture sont nombreuses. Sans entrer dans le détail, l'on évoquera en particulier le programme sur l'Homme et la biosphère (MAB)<sup>12</sup> qui associe sciences exactes, naturelles et sociales pour améliorer les relations entre les individus et leur environnement, ainsi que le concept de gestion holistique des UNESCO Global Geoparks. La Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel livre elle aussi un exemple tout récent avec l'inscription en décembre 2023 du *Fléizen* (irrigation traditionnelle) sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité<sup>13</sup> : ce système a non seulement marqué le paysage et l'identité régionale au Éislek et dans d'autres régions au monde, mais représente aussi une méthode de gestion responsable de l'eau.

En-dehors de ces principaux contextes multilatéraux, les travaux et échanges dans des cadres transrégionaux, comme la Grande Région, ou transfrontaliers sont tout aussi importants. En 2023, le Luxembourg a par ailleurs été à l'origine du nouveau format de rencontre entre ministres germanophones de la Culture et avait mis la transition écologique dans les secteurs de la culture et de la créativité à l'ordre du jour de cette première réunion, avec un accent particulier sur la dimension des adaptations énergétiques, le développement durable du patrimoine bâti et les activités culturelles écoresponsables.<sup>14</sup>

## L'écoresponsabilité et le développement durable

Partant du principe qu'elle a trait aux changements de consommation des ressources naturelles, l'écoresponsabilité est un élément central du développement durable tel que défini par les Nations Unies, c'est-à-dire « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ».

Alors que la culture n'a pas été retenue en tant que quatrième pilier lors de l'élaboration de l'*Agenda 2030 pour le développement durable*, celui-ci lui reconnaît pourtant un rôle crucial pour atteindre au moins neuf des 17 Objectifs du développement durable (ODD), dont un certain nombre peuvent être considérés comme étant directement en lien avec l'écoresponsabilité en culture (p. ex. ODD 3, ODD 9, ODD 11, ODD 12, ODD 13).

Une étude plus poussée sur le sujet mènerait trop loin dans ce cadre-ci, mais il est une évidence que l'écoresponsabilité couvre des facettes très diverses en culture et qu'elle s'inscrit dans le contexte plus large des trois dimensions indissociables de la durabilité (économique, sociale et environnementale). L'importance de considérer l'écoresponsabilité en culture de façon transversale et en cohérence avec le développement durable en devient d'autant plus évidente.

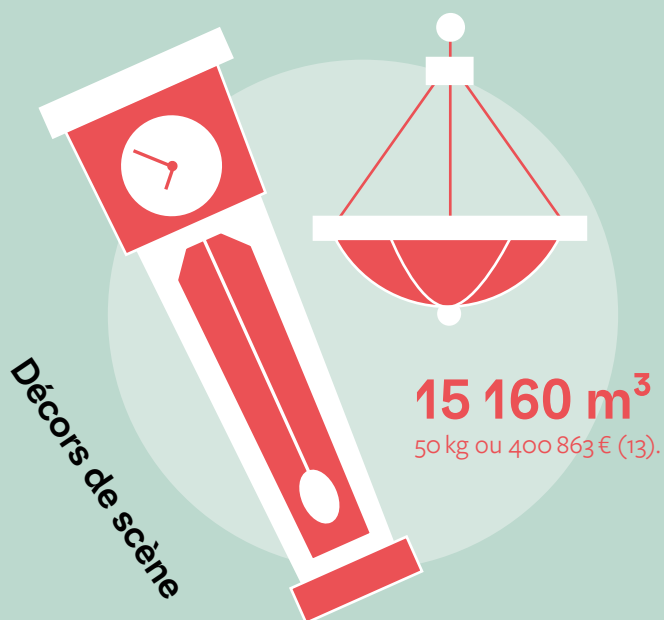
<sup>11</sup> <https://www.unesco.org/fr/articles/conference-mondiale-de-lunesco-sur-les-politiques-culturelles-et-le-developpement-durable-mondiacult>

<sup>12</sup> <https://www.unesco.org/fr/mab>

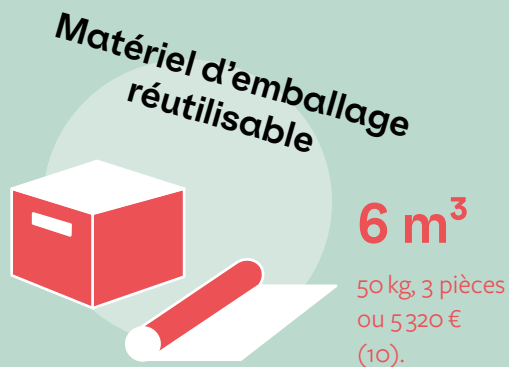
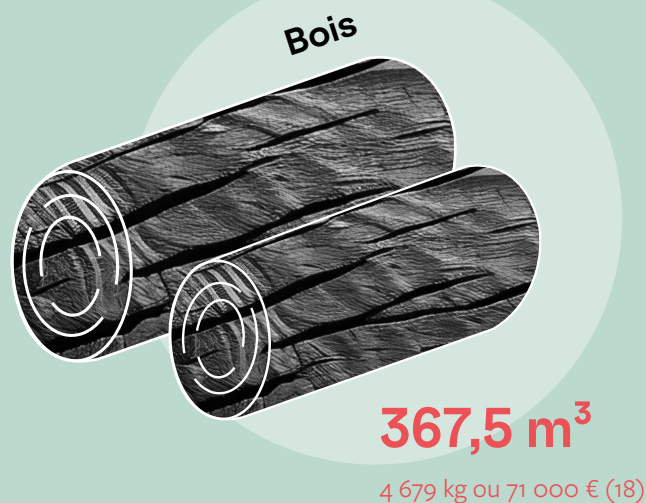
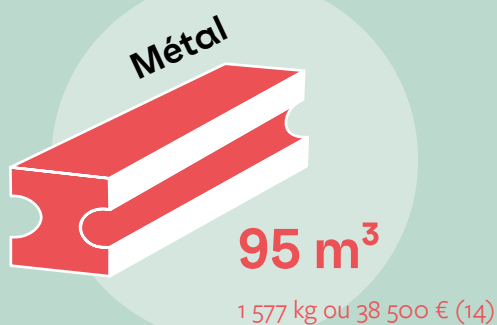
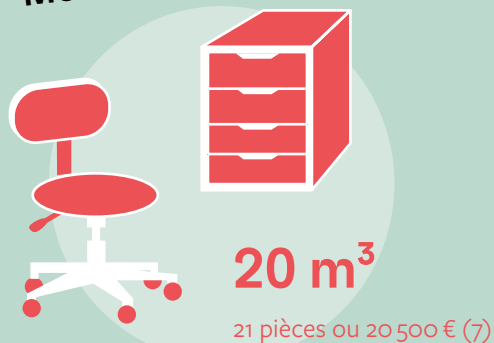
<sup>13</sup> [https://mcult.gouvernement.lu/fr/actualites/gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes\\_actualites%2Bcommuniqués%2B2023%2B12-decembre%2B06-patrimoine-immateriel-humanite.html](https://mcult.gouvernement.lu/fr/actualites/gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommuniqués%2B2023%2B12-decembre%2B06-patrimoine-immateriel-humanite.html)

<sup>14</sup> [https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes\\_actualites/communiqués/2023/02-fevrier/27-reunion-ministres-culture-germanophones.html](https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2023/02-fevrier/27-reunion-ministres-culture-germanophones.html)

## Relevé des matériaux utilisés par les producteurs culturels en 2022

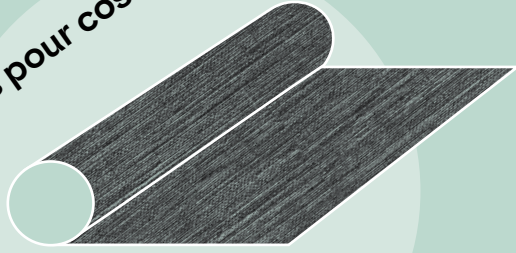


### Mobilier de bureau





## Tissus pour costumes



**514 mètres linéaires**

2 000 € ou 70 pièces (5).



**28 m<sup>3</sup>**

20 kg, 28 pièces  
ou 287 050 € (10)

## Modules de scénographie

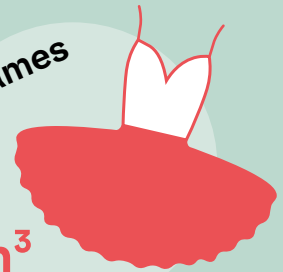
## Meubles en général



**20 m<sup>3</sup>**

5 pièces ou 10 000 € (5)

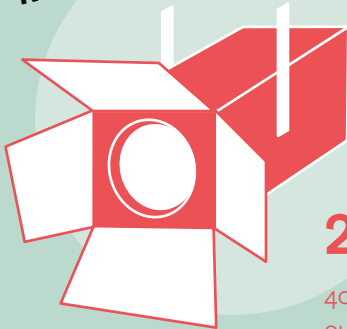
## Costumes



**12 m<sup>3</sup>**

879 pièces ou 51 000 € (11).

## Matériel technique



**222 m<sup>3</sup>**

400 kg, 29 pièces  
ou 285 000 € (20)

## Accessoires



**19 m<sup>3</sup>**

245 kg, 110 pièces  
ou 30 120 € (16).



Les théâtres et salles de spectacles, les musées et espaces d'exposition, les centres culturels pluridisciplinaires et les producteurs de cinéma réalisent chaque année des dizaines de scénographies et décors, font construire des architectures entières et produisent des accessoires sur mesure. Souvent, les matériaux de ces constructions sont détruits après le tournage, la dernière de la pièce ou la fin de l'exposition afin de faire de la place pour le prochain projet, et ce surtout faute d'espace de stockage adéquat. Dans le meilleur des cas, ils sont *recyclés*, donc détruits pour servir de base pour une nouvelle matière première.

Or, peu à peu, l'idée de la *réutilisation* de ces matériaux gagne du terrain. Afin de pouvoir évaluer les volumes de matériaux utilisés chaque année, le ministère de la Culture a fait réaliser une étude, dont vous trouverez les résultats sur les pages suivantes. 73 personnes représentant les différentes disciplines artistiques ont participé au questionnaire en ligne. L'iconographie ci-dessus reprend les chiffres en volume, euros ou kilos (selon leurs données) des différents matériaux utilisés en 2022. Le chiffre entre parenthèses indique le nombre de répondant/es pour chacun des matériaux.



Une ressourcerie est une organisation généralement autonome qui gère un entrepôt de matériel et/ou un stock commun destiné à la collecte, au reconditionnement et à la mise à disposition d'objets (décors de scène, accessoires, costumes...) et de matériaux (bois, métal, tissus...). C'est une plateforme de mise en réseau et de transfert de connaissances ayant pour objet de promouvoir la production culturelle durable. En préservant les ressources, en facilitant l'accès à la culture et en mettant en réseau les acteurs/trices culturels/les, elle contribue de manière significative à la mise en œuvre de l'économie circulaire et, partant, des principes du développement durable dans le secteur culturel.

---

Cet article est une synthèse du mémoire « Bestandsaufnahme des Kultursektors in Luxemburg im Hinblick auf die Errichtung einer Ressourcerie » (État des lieux du secteur culturel au Luxembourg en vue de la mise en place d'une ressourcerie), soumis par l'auteur en 2023 à l'Institut für Kulturmanagement und Gender Studies (IKM) de l'Universität für Musik und darstellende Kunst Wien (mdw) en vue de l'obtention d'un Master of Advanced Studies en management culturel. L'étude sur laquelle il repose a été commanditée par le ministère de la Culture du Luxembourg.

Tun van Beest est manager culturel diplômé de l'Université de musique et des arts du spectacle de Vienne. Il a fondé et gère des projets innovants tels que *Kultur21*, pour la promotion de la culture dans les régions rurales, et *take part*, dans le domaine de la recherche sur les publics. Il est actuellement Coordinateur à l'Alliance Musicale Luxembourg et Manager chez Kammerata Luxembourg.

Face à la dégradation rapide de la planète, l'urgence de réduire notre consommation de ressources naturelles relève de l'évidence. Au vu des effets du changement climatique, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU souligne la nécessité d'une action globale. À l'instar d'autres secteurs de la société, la culture est elle aussi appelée à adapter ses pratiques pour essayer de réduire son impact écologique. C'est dans ce contexte que s'inscrit le concept de ressourcerie, qui vise à optimiser l'utilisation des matériaux et objets afin de minimiser la consommation de ressources et de promouvoir l'économie circulaire.

Au Luxembourg, c'est le groupe de travail sur l'écoresponsabilité et la durabilité mis en place par la Fédération luxembourgeoise des arts de la scène (Theater Federatioun) qui a d'abord saisi le ministère de la Culture avec la demande d'instaurer un stock central de matériaux pour les acteurs/trices locaux/les (« Fundus », voir p. 60). Afin d'approfondir la réflexion, le ministère de la Culture a organisé un workshop à la Kulturfabrik à Esch-sur-Alzette en novembre 2022 (voir p. 48), qui a permis d'évoquer des modèles de ressourcerie existants et de discuter des modalités d'un projet à l'échelle du Luxembourg. Par la suite a été commandée la présente étude sur l'opportunité d'une ressourcerie et les volumes de matériaux susceptibles d'y être valorisés.

L'étude que nous avons menée s'inscrit dans la lignée de ces initiatives en tentant de déterminer l'opportunité d'une ressourcerie au moyen d'une approche scientifique. Ce faisant, elle compte apporter des éléments devant faciliter la prise de décision politique. Les objectifs de l'étude consistaient dès lors à identifier les acteurs/trices culturels/les susceptibles de participer au projet, à décrire et à quantifier les déchets qu'ils/elles produisent, à déterminer l'origine des matériaux qu'ils/elles utilisent dans le cadre de leur activité, à recenser leurs possibilités de stockage et, enfin, à établir une typologie de leurs déchets en vue de leur réemploi potentiel.

Notre analyse se base sur des études bibliographiques ainsi que sur une recherche empirique réalisée au moyen d'un sondage en ligne. L'objectif de l'étude était par ailleurs de formuler des recommandations d'action pour la mise en place d'une ressourcerie ainsi que des recommandations générales de politique culturelle permettant de promouvoir le développement durable dans le secteur culturel.

# 1. Contexte

L'extraction de ressources naturelles à l'échelle globale impacte de manière négative les écosystèmes : perte de la biodiversité, pénurie d'eau, émission de gaz à effet de serre accentuant le réchauffement climatique<sup>1</sup>. Selon le dernier rapport de synthèse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la température à la surface du globe a augmenté de 1,1°C entre 2011 et 2020 par rapport à la période de référence 1850-1900<sup>2</sup>. Les conséquences du réchauffement planétaire, dont la manifestation la plus visible concerne les phénomènes météorologiques extrêmes, se font sentir dans tous les domaines de la vie courante : gestion de l'eau, agriculture, santé (maladies contagieuses), politique (déplacements de population), pour ne citer que quelques exemples.

Le secteur culturel est lui aussi par nature consommateur de ressources. De ce fait, il se doit de remettre en question et d'améliorer la gestion des ressources consommées par son activité s'il entend apporter sa pierre à l'édifice d'une société écoresponsable. Il a donc la double mission de réduire son impact sur l'environnement et d'initier un changement social vers la durabilité<sup>3</sup>. Bien que de nombreuses initiatives en ce sens aient vu le jour, tels que les bilans carbone établis par certaines structures, la mise en œuvre des mesures est souvent incomplète, notamment en l'absence de fondement théorique ou empirique<sup>4</sup>.

Parmi les mesures préconisées pour améliorer le bilan énergétique des matériaux et objets employés, la plus évidente est d'allonger leur durée de vie et d'éviter, ou du moins retarder, leur élimination comme déchets. Cela permet de les faire entrer dans un cycle qui contribue à réduire la consommation de ressources<sup>5</sup>.

À cet effet, plusieurs pays ont d'ores et déjà mis en place des ressourceries pour donner vie à ces principes. Au Luxembourg, la politique culturelle s'est à son tour emparée de cette problématique en engageant une réflexion transversale autour de la création d'une ressourcerie à l'échelle du pays, inspirée d'exemples de pays voisins<sup>6</sup>.

## Développement durable : définition et critique

Le concept de durabilité est d'abord apparu dans le contexte de la sylviculture, où il illustre l'idée de limiter le prélèvement d'arbres à la capacité de régénération de la forêt. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro en 1992, les termes « durabilité » et « développement durable » sont entrés dans le langage courant pour désigner la démarche qui consiste à « ne consommer que la quantité de ressources naturelles qui se renouvelle, afin de permettre aux générations futures de vivre à leur tour une vie digne d'être vécue<sup>7</sup> ». De cette définition se dégagent quatre principes :

- la prise en compte des besoins humains : le développement durable doit viser à subvenir aux besoins des habitants/tes de la planète ;
- l'équité intergénérationnelle : il concerne les générations actuelles et futures ;
- l'équité géographique : il doit œuvrer pour un rééquilibrage entre pays développés et pays en développement ;
- l'intégration : il ne saurait être atteint sans avancées écologiques, économiques et sociales<sup>8</sup>.

1 Circle Economy, *The Circularity Gap Report 2023*, 2023, p. 13, <https://www.circularity-gap.world/2023> (consulté le 10.07.2023).

2 IPCC, *Sixth Assessment Report*, 2023, <https://www.ipcc.ch/assessment-report/ar6/> (consulté le 27.10.2023).

3 Culture4Climate, « Culture4Climate », <https://culture4climate.de/ueber-uns/> (consulté le 31.07.2023).

4 Jaume Alberti, Mercè Roca, Laura Batlle, Alba Bala, *Evaluation of Opera Scenery Circularity and Resource Efficiency. Literature Review and Interviews*, 2020, [https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/project-result-content/1a129da2-1fc3-43b8-b71b-898ece7a8ede/607536\\_OSCaR\\_A5\\_ESCL\\_UPF\\_State\\_of\\_the\\_art\\_FINAL.pdf](https://ec.europa.eu/programmes/creative-europe/project-result-content/1a129da2-1fc3-43b8-b71b-898ece7a8ede/607536_OSCaR_A5_ESCL_UPF_State_of_the_art_FINAL.pdf) (consulté le 08.05.2023) ; Nadine Wojcik, « Wie nachhaltig deutsche Museen sind », Deutsche Welle, 11.12.2019, <https://www.dw.com/de/wie-nachhaltig-deutsche-museen-sind/a-51634691> (consulté le 17.04.2023).

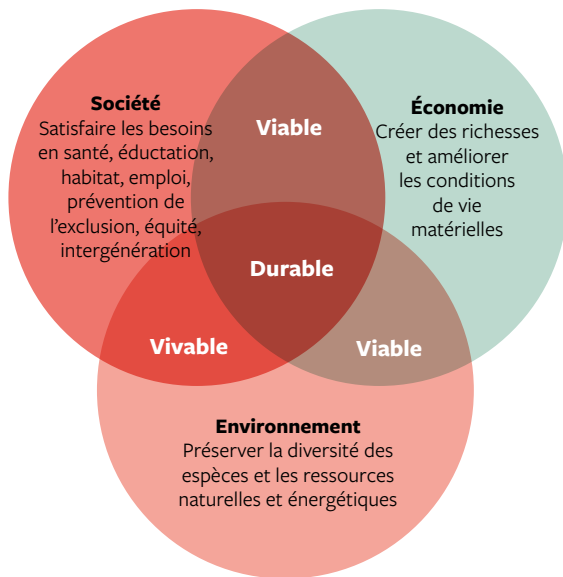
5 Isabel Hölzl, Jonaya de Castro, Laura Sobral, Lorena Vicini, *Inspirador 1.3. Internationaler Leitfaden für ein nachhaltiges Kulturmanagement*, 2017, [https://www.goethe.de/resources/files/pdf155/inspirador\\_1.3\\_de4.pdf](https://www.goethe.de/resources/files/pdf155/inspirador_1.3_de4.pdf) (consulté le 31.07.2023).

6 Ministère de la Culture, Luxembourg, *Kulturentwicklungsplang 2018-2028*, 2022, p. 7, <https://kep.public.lu/dam-assets/documentation/etats-des-lieux-sectoriels/43-KEP2021-etat-des-lieux-theatre.pdf> (consulté le 31.07.2023).

7 Armin Klein, *Der exzellente Kulturbetrieb*, 3<sup>e</sup> éd., Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2011, p. 120-121.

8 Helga Kanning, « Nachhaltige Entwicklung – Die Große Transformation als gesellschaftliche Herausforderung im 21. Jahrhundert », in Annett Baumast, Jens Pape (dir.), *Betriebliches Nachhaltigkeitsmanagement*, 2<sup>e</sup> éd., Stuttgart, Verlag Eugen Ulmer, 2022, p. 23-55, ici p. 32.

### Les trois piliers du développement durable (Source : Fleury 2023)



Le dernier point renvoie aux trois piliers du développement durable, un modèle souvent invoqué dans le domaine économique pour identifier la triple dimension de la durabilité : l'écologie, l'économie et le social<sup>9</sup>. Dans ce schéma, durabilité écologique signifie que les écosystèmes naturels doivent être préservés et maintenus pour que la vie sur Terre soit possible ; la durabilité économique suppose de produire et de consommer de manière à garantir une bonne qualité de vie pour les années à venir ; la durabilité sociale renvoie quant à elle à l'individu et à son droit de mener une vie digne et autodéterminée. À cet égard, des valeurs telles que la tolérance et l'équité jouent un rôle important<sup>10</sup>.

À noter que ce modèle est critiqué parce qu'il accorde la même importance aux trois dimensions. Et bien que celles-ci interagissent entre elles, force est de constater que sans l'écologie, qui constitue la base de toute vie humaine, il n'existe pas d'économie ou de système social. L'exemple de la pandémie COVID-19 a d'ailleurs mis en évidence la fragilité de ces systèmes face aux crises d'ampleur mondiale<sup>11</sup>.

## Culture et consommation de ressources

Pour bien comprendre les liens entre le secteur culturel et le principe du développement durable, il s'agit de considérer la culture comme processus social et historique. À cet égard, la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles met en évidence le fait que les expressions culturelles ont le pouvoir d'influencer les récits de société. Dès lors, il est important de préserver la diversité culturelle. En façonnant la société qui la produit, la culture peut être un moteur de la durabilité<sup>12</sup>. Les Objectifs de développement durable (ODD), adoptés par les Nations Unies en septembre 2015, sont ainsi étroitement liés à la culture. Bien que le document ne mentionne pas d'objectif explicite concernant la culture, celle-ci contribue de manière transversale aux ODD<sup>13</sup>, que ce soit dans le domaine de l'environnement, de l'économie ou du social.

Alors même que la fréquentation globale est en baisse, l'offre culturelle ne cesse de s'étoffer. La production est supérieure à la demande. Dès lors, l'idée de croissance qui sous-tend la majorité des politiques culturelles est vouée à l'échec<sup>14</sup>. Si le secteur culturel espère atteindre les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat – c'est-à-dire parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050 – il lui faut réduire ses émissions de 5% an par an<sup>15</sup>. Quels sont les leviers sur lesquels les acteurs/trices concernés/es peuvent agir afin d'atteindre cet objectif ? De manière générale, les données statistiques qui permettraient d'éclairer cette problématique font défaut, surtout en ce qui concerne les différents sous-secteurs de la culture et les artistes indépendant/es<sup>16</sup>. Aussi, peu de structures sont aujourd'hui en mesure de présenter des bilans climatiques<sup>17</sup>.

9 Annett Baumast, « Nachhaltigkeitsmanagement und Nachhaltigkeitscontrolling als unternehmerische Herausforderung », in Annett Baumast, Jens Pape, Simon Weihofen, Steffen Wellge (dir.), *Betriebliche Nachhaltigkeitsleistung messen und steuern*, Stuttgart, Verlag Eugen Ulme/UTB, 2019, p. 18-30, ici p. 19.

10 Patrick S. Föhl, « Nachhaltige Entwicklung in Kulturmanagement und Kulturpolitik: Neustart oder Placebo? Grundlagen und Diskussionsanstöße », in Patrick S. Föhl, Patrick Glogner-Pilz, Markus Lutz, Yvonne Pröbstle (dir.), *Nachhaltige Entwicklung in Kulturmanagement und Kulturpolitik*, Wiesbaden, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2011, p. 19-68, ici p. 22-24.

11 Hubert Weiger, « Nachhaltigkeitsallianzen in und mit der Kultur », in Franz Kröger, Henning Mohr, Norbert Sievers, Ralf Weiß (dir.), *Jahrbuch für Kulturpolitik 2021/22*, Bielefeld, transcript Verlag, 2022, p. 39-50, ici p. 41-42.

12 UNESCO (dir.), *Re]shaping policies for creativity. Addressing culture as a global public good*, Paris, UNESCO, p. 211-212.

13 Jyoti Hosagrahar, « Culture: at the heart of SDGs », 2022, <https://en.unesco.org/courier/april-june-2017/culture-heart-sdgs> (consulté le 31.07.2023).

14 Klein, *op. cit.*, p. 199-200.

15 François Delotte, « La culture passe-t-elle enfin au vert ? », *Nectart*, 13/2, 2021, p. 142-151, ici p. 149.

16 Alberti et al., *op. cit.*, p. 8.

17 Wojcik, *op. cit.*

## Que consomme le secteur culturel ?

Les rares données dont nous disposons laissent néanmoins entrevoir que la majeure partie des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur culturel est imputable au transport et à la mobilité. À ce titre, ce ne sont pas seulement les déplacements des artistes ou des œuvres qui posent problème, mais surtout ceux du public. Ainsi, le bilan climatique pour l'année 2019 de onze musées hambourgeois montre que 78,08 % des émissions étaient causées par la mobilité du public<sup>18</sup>. Pour le Louvre à Paris, ce chiffre grimpe à 99 % pour la seule année 2014, ce qui représente près de 4 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub><sup>19</sup>.

Pour les musées, la consommation d'énergie des locaux est le deuxième facteur responsable des émissions. Les besoins de la conservation exigent de contrôler les conditions climatiques au sein des bâtiments au moyen de systèmes de chauffage et de climatisation énergivores. La situation est la même pour d'autres secteurs culturels : un théâtre municipal allemand de taille moyenne consomme ainsi 2,2 millions de kilowattheures d'énergie par an, équivalant à 880 tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub><sup>20</sup>.

*La majeure partie des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur culturel est imputable au transport et à la mobilité. À ce titre, ce ne sont pas seulement les déplacements des artistes ou des œuvres qui posent problème, mais surtout ceux du public*

La consommation de matériaux dans le secteur culturel représente un autre défi. Si l'on considère que 15 000 représentations d'opéras ont lieu chaque année en Europe et que chacune d'entre elles nécessite décors, costumes, accessoires, équipements techniques, etc., on ne peut qu'imaginer la quantité de ressources qu'elles consomment<sup>21</sup>. Les centres d'art et les musées consomment eux aussi des quantités importantes de matériaux pour la scénographie, le transport et le stockage. Et si le recyclage des déchets est souvent présenté comme une mesure importante pour réduire l'utilisation des ressources et lutter contre le changement climatique, il ne représente en vérité qu'entre 0,5 et 1 % des bilans climatiques du secteur culturel<sup>22</sup>.

## Culture et développement durable

Les raisons pour lesquelles le secteur culturel est appelé à inscrire son action dans une démarche plus durable sont multiples :

- d'un point de vue stratégique, le changement climatique signifie qu'il n'est plus possible de « continuer comme avant » ; les modèles de fonctionnement actuels ne sont plus viables ;
- d'un point de vue financier, il implique des adaptations et donc des coûts supplémentaires ; prévenir peut permettre d'éviter des dépenses importantes par la suite ;
- d'un point de vue opérationnel, l'ensemble du processus de production, de la chaîne d'approvisionnement jusqu'au lieu de l'événement, est susceptible d'être affecté par les bouleversements climatiques ;
- du point de vue de la résilience, prévenir les crises et s'y préparer permet aux structures d'être moins vulnérables aux influences extérieures ;
- du point de vue de la conformité, le respect des lois et réglementations en vigueur (notamment relatives à la santé ou à la protection du personnel et du public) dans un contexte dégradé est un défi susceptible d'entraîner des surcoûts (primes d'assurance, amendes...).

18 Thema1, *Elf zu Null im Überblick*, 2023, p. 1, <https://dam.mkg-hamburg.de/detail-page/434489> (consulté le 20.04.2023).

19 Musée du Louvre, « Politique de développement durable », 2023, <https://www.louvre.fr/l-etablissement-public/politique-de-developpement-durable> (consulté le 20.04.2023).

20 Till Briegleb, « Geht noch grüner. Theater und Klimaneutralität », *Süddeutsche Zeitung*, 13.04.2021, <https://www.sueddeutsche.de/kultur/kultur-klima-theater-1.5263601> (consulté le 17.04.2023).

21 Alberti et al., *op. cit.*, p. 8.

22 Delotte, *op. cit.*, p. 149.

Dans la gestion quotidienne, la durabilité est par ailleurs susceptible d'avoir une influence décisive sur d'autres aspects tels que le recrutement et la fidélisation des collaborateurs/trices ou encore la réputation sociale, la légitimation politique et le développement économique de la structure en question<sup>23</sup>. Enfin, au-delà de son propre champ d'action, la culture peut contribuer à promouvoir le développement durable dans d'autres secteurs de la société. Les acteurs/trices culturels/les ont vocation à expérimenter avec des systèmes et des pratiques durables qui pourront par la suite s'avérer attractifs pour d'autres secteurs<sup>24</sup>.

## Outils

Pour mettre en œuvre des mesures, il faut pouvoir s'appuyer sur des valeurs et des connaissances communes. Les déclarations, chartes et codes permettent aux professionnels et aux institutions culturelles de s'engager à porter leur attention sur le problème du changement climatique et à tenter d'y remédier. L'initiative Culture4Climate, par exemple, a ébauché une déclaration de durabilité pour le secteur culturel que les parties intéressées peuvent signer. Ils s'engagent ainsi à promouvoir la durabilité et la diversité culturelle en vue de protéger le climat<sup>25</sup>. La Charte de Dresde pour le développement durable dans le secteur culturel fonctionne selon le même principe : les signataires promettent de respecter des normes minimales en matière de gestion des ressources, de mobilité, d'énergie, de satisfaction des employés/es, de communication, etc. Par ce biais, le secteur entend donner l'exemple à d'autres<sup>26</sup>. Au Luxembourg, il existe une Charte de déontologie pour les structures culturelles par laquelle les signataires affirment vouloir œuvrer pour la protection du climat et de l'environnement<sup>27</sup>.

Les certifications sont un autre moyen pour faire respecter des minima. Le système de gestion de l'environnement ISO 14001 et le système de gestion de l'énergie ISO 50001 établissent ainsi des normes pour les processus de travail et les mécanismes de contrôle<sup>28</sup>. Cependant, si l'on sait que ces certifications sont surtout utilisées par le secteur de la construction, l'industrie automobile, l'industrie chimique, l'industrie métallurgique et l'industrie des matières plastiques, on comprend qu'elles se contentent d'imposer des normes minimales, insuffisantes pour atteindre les objectifs climatiques de Paris<sup>29</sup>. Les systèmes de gestion environnementale selon le règlement européen Eco Management and Audit Scheme (EMAS) vont plus loin en exigeant la publication de données vérifiées sur la performance environnementale des entreprises<sup>30</sup>.

## *Au Luxembourg, il existe une Charte de déontologie pour les structures culturelles par laquelle les signataires affirment vouloir œuvrer pour la protection du climat et de l'environnement*

Les certifications de durabilité qui s'adressent spécifiquement au secteur culturel présentent un intérêt plus évident. La certification des organisations britanniques A Greener Future et Julie's Bicycle, par exemple, exige le respect de normes strictes concernant l'impact sur l'environnement et la communauté locale, les voyages et les transports, les dépenses d'énergie, l'approvisionnement en fournitures, les aliments et les boissons, les déchets et le recyclage, la consommation d'eau, les eaux usées, la gouvernance, le rayonnement et le bilan CO<sub>2</sub><sup>31</sup>.

23 Julia Frohne, Brigitte Norwidat-Altman, Oliver Scheytt, *Kultursponsoring. Leitfaden für kreative Allianzen*, Wiesbaden, Springer VS, 2014.

24 Corinna Vosse, Sina Wohlgemuth, « Beschaffen, nutzen, weiterverwenden – kulturpolitische Empfehlungen für den Umgang mit Ressourcen », in Kröger et al., *op. cit.*, p. 323-331, ici p. 323.

25 Culture4Climate, *Nachhaltigkeitsdeklaration für den Kulturbereich*, 2022, p. 2-6, [https://culture4climate.de/wp-content/uploads/2022/09/Nachhaltigkeitsdeklaration\\_Erstunterzeichnung.pdf](https://culture4climate.de/wp-content/uploads/2022/09/Nachhaltigkeitsdeklaration_Erstunterzeichnung.pdf) (consulté le 21.04.2023).

26 Landeshauptstadt Dresden, *Dresdner Charta für Nachhaltigkeit im Kultursektor*, 2022, p. 1-2, [https://www.dresden.de/media/pdf/kulturamt/20230403\\_CHARTA-Kultur-DE.pdf](https://www.dresden.de/media/pdf/kulturamt/20230403_CHARTA-Kultur-DE.pdf) (consulté le 31.07.2023).

27 Ministère de la Culture, Luxembourg, *Charte de déontologie pour les structures culturelles*, 2022, p. 25-26, <https://mc.gouvernement.lu/dam-assets/publications/rapport-etude-analyse/minist-culture/charte-deontologie-structures-culturelles/charte-de-deontologie-pour-les-structures-culturelles.pdf> (consulté le 13.06.2023).

28 Steffen Wellge, Simon Weihofen, « Umweltmanagementsysteme nach ISO 14001 », in Baumast, Pape (dir.), *op. cit.*, p. 149.

29 Simon Weihofen, Steffen Wellge, « Energiemanagementsysteme nach ISO 50001 », in Baumast, Pape (dir.), *op. cit.*, p. 181; Wellge, Weihofen, *op. cit.*, p. 167.

30 Martin Müller, Jens Pape, Alexander Moutchnik, « Umweltmanagementsysteme nach der europäischen EMAS-Verordnung », in Baumast, Pape (dir.), *op. cit.*, p. 183-196, ici p. 183.

31 A Greener Future, « AGF Certification », 2023, <https://www.agreenerfuture.com/about-certification> (consulté le 29.06.2023).



Julie's Bicycle classe par ailleurs les institutions et événements culturels selon un système à cinq étoiles<sup>32</sup>. Les labels ou certifications disponibles dans d'autres pays européens diffèrent de cette approche en ce qu'ils ne concernent que les événements, et non les structures qui les portent. C'est le cas du label Green Events au Luxembourg, qui prescrit un cahier des charges et propose deux niveaux de certification de durabilité. L'obtention du label est liée à une aide financière du ministère de l'Environnement, qui doit être demandée séparément<sup>33</sup>.

Pour savoir sur quels aspects concentrer leur action, les professionnels/les de la culture et les organisations peuvent mesurer leur impact sur l'environnement à l'aide de différents indicateurs : émissions de gaz à effet de serre, économies de CO<sub>2</sub>, consommation d'eau, consommation d'énergie, production de déchets et taux de recyclage. Ils peuvent ainsi comparer leurs activités sur une période donnée ou avec d'autres acteurs/trices culturels/les<sup>34</sup>. En outre, le recours au bilan carbone (également appelé bilan des émissions de gaz à effet de serre) est de plus en plus fréquent dans le secteur culturel. Il permet de mesurer la contribution de leurs activités au changement climatique, représentée en équivalents CO<sub>2</sub>, de manière à gagner une vue d'ensemble sur leur empreinte carbone. Des mesures peuvent alors être mises en œuvre sur la base de ces données<sup>35</sup>.

## La ressourcerie, un modèle d'avenir pour les industries culturelles ?

Le concept de la ressourcerie repose sur le modèle de l'économie circulaire, dont l'importance n'a cessé de croître depuis son émergence dans les années 1970. L'économie circulaire repose sur un ensemble d'approches souvent résumées par « la règle des trois R » :

réduire, réutiliser, recycler. L'ordre joue un rôle important, puisque la réduction a un impact plus important sur la durabilité que le recyclage<sup>36</sup>. En effet, les produits et matériaux ne peuvent pas rester indéfiniment en circulation et sont éliminés à un moment donné pour diverses raisons (usure, incompatibilité technologique, etc.)<sup>37</sup>. Des études ont montré que si l'économie circulaire était mise en œuvre à grande échelle, elle aurait le potentiel de réduire la consommation de matières premières primaires en Europe de 32 % d'ici à 2030 et de 53 % d'ici à 2050<sup>38</sup>. D'ici à 2030, elle entraînerait une augmentation du produit intérieur brut de près d'un pour cent et créerait 2 millions d'emplois supplémentaires. L'économie circulaire présente donc des avantages environnementaux, économiques et sociaux évidents<sup>39</sup>.

Pour réduire la consommation de ressources dans le secteur culturel, de nombreux guides pratiques sont à disposition des acteurs/trices. Ils suivent pour la plupart le modèle des « trois R » : après avoir identifié les besoins en matériaux et objets et vérifié si certains éléments peuvent être supprimés ou remplacés par des alternatives plus durables, il convient de puiser dans son propre stock. Or, comme toutes les structures ne disposent pas de leur propre entrepôt, une solution consiste à mettre à disposition du matériel à usage collectif<sup>40</sup>. Ces entrepôts ou zones de stockage peuvent contribuer à résoudre le problème de l'asynchronie entre l'offre et la demande et ainsi faire avancer l'économie circulaire dans la culture<sup>41</sup>.

Dans le domaine créatif, il existe tout un secteur économique qui s'est spécialisé sur les matériaux et objets d'occasion. Outre la location, Theaterkunst GmbH, le plus grand magasin de costumes pour productions cinématographiques ou théâtrales en Allemagne, réalise des commandes spéciales dans son propre atelier rattaché<sup>42</sup>.

32 Julie's Bicycle, « Creative Green Certification », 2023, <https://juliesbicycle.com/our-work/creative-green/creative-green-certification/> (consulté le 29.06.2023).

33 Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, Luxembourg, « Obtenir les logos », <https://www.greenevents.lu/obtenir-les-logos/> (consulté le 30.06.2023).

34 Sylvia Meier, « Die wichtigsten Nachhaltigkeitskennzahlen in der Praxis », 16.02.2023, [https://www.haufe.de/controllers/controllerpraxis/nachhaltigkeitscontrolling-die-wichtigsten-kennzahlen\\_112\\_527322.html](https://www.haufe.de/controllers/controllerpraxis/nachhaltigkeitscontrolling-die-wichtigsten-kennzahlen_112_527322.html) (consulté le 08.05.2023).

35 Kulturstiftung des Bundes, « Klimabilanzen in Kulturinstitutionen », 2021, p. 7-8, [http://www.kulturstiftung-des-bundes.de/fileadmin/user\\_upload/Klimabilanzen/210526\\_KSB\\_Klimabilanzen\\_Publikation.pdf](http://www.kulturstiftung-des-bundes.de/fileadmin/user_upload/Klimabilanzen/210526_KSB_Klimabilanzen_Publikation.pdf) (consulté le 31.07.2023).

36 Landeshauptstadt Dresden, *Praxisleitfaden für den Kultursektor*, 2022, p. 11, [https://www.dresden.de/media/pdf/kulturamt/Culture\\_for\\_Future\\_-\\_Praxisleitfaden.pdf](https://www.dresden.de/media/pdf/kulturamt/Culture_for_Future_-_Praxisleitfaden.pdf) (consulté le 31.07.2023).

37 Mikael Skou Andersen, « An introductory note on the environmental economics of the circular economy », *Sustainability Science*, 2/1, p. 133-140, ici p. 133-134.

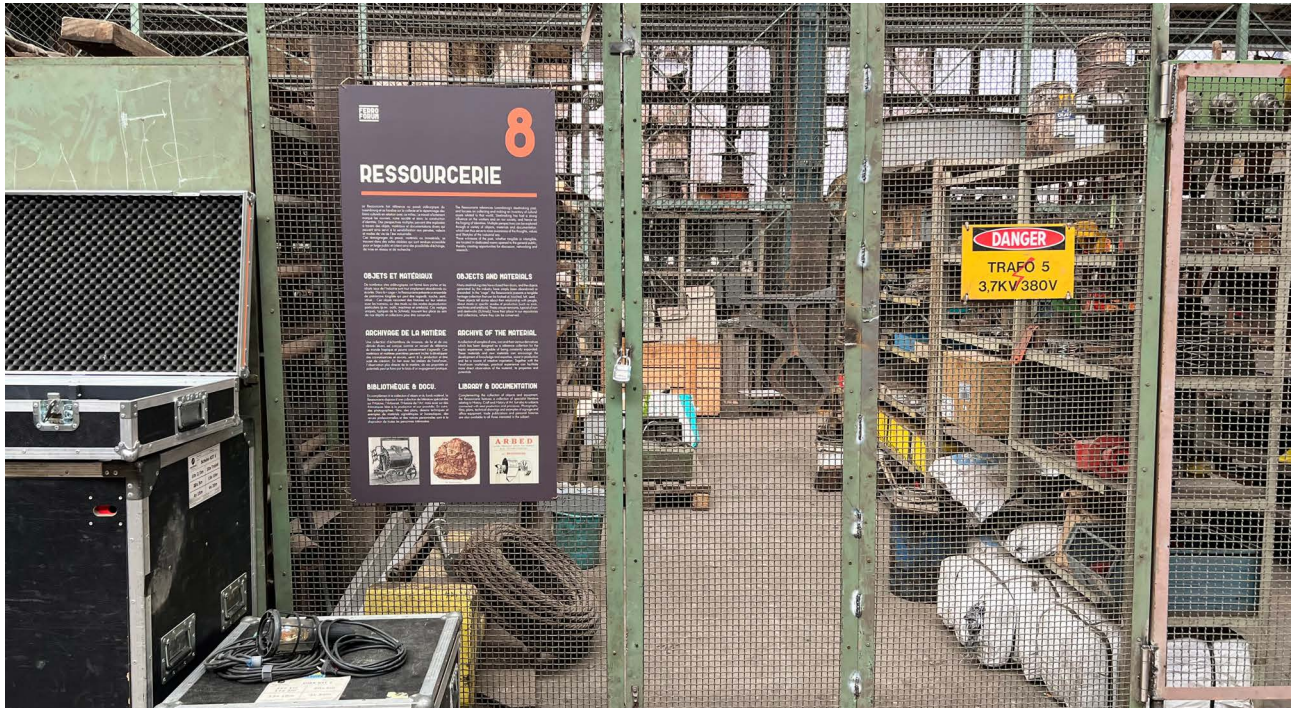
38 Ellen MacArthur Foundation/McKinsey Center for Business and Environment, *Growth within: A Circular Economy Vision for a Competitive Europe*, 2015, p. 34, [https://emf.thirdlight.com/file/24/\\_A-BkCs\\_h7gRYB\\_Am9L\\_JfbYWF/Growth%20within%3A%20a%20circular%20economy%20vision%20for%20a%20competitive%20Europe.pdf](https://emf.thirdlight.com/file/24/_A-BkCs_h7gRYB_Am9L_JfbYWF/Growth%20within%3A%20a%20circular%20economy%20vision%20for%20a%20competitive%20Europe.pdf) (consulté le 27.05.2023).

39 Simona Bonafé, « Die Bedeutung des Kreislaufwirtschaftsmodells », in Sepp Eisenriegler (dir.), *Kreislaufwirtschaft in der EU*, Wiesbaden, Springer Gabler, p. 63-65.

40 Hölzl et al., *op. cit.*, p. 25.

41 Vosse, Wohlgemuth, *op. cit.*, p. 328-329.

42 Theaterkunst GmbH, « Über uns », <https://theaterkunst.de/ueber-uns/?cn-reloaded=1> (consulté le 03.06.2023).



L'association FerroForum a installé une ressource industrielle à la Metzschmelz

Toutefois, afin de rendre ce type d'entrepôt accessible au plus grand nombre et de réduire autant que faire se peut les contraintes, l'Initiative für Materialkreisläufe préconise ce qu'elle appelle des initiatives matérielles, qu'elle décrit comme « (tiers) lieux où les matériaux les plus divers – panneaux de bois provenant de la construction de stands de foire, décors de productions théâtrales ou stocks de ruban adhésif invendus – sont réceptionnés, collectés, revalorisés, stockés et redistribués à des établissements d'enseignement, des acteurs/trices de la société civile et des institutions artistiques et culturelles<sup>43</sup>. » Cette définition inclut les surplus de matériaux, transformés ou non.

## Exemples de ressourceeries existantes

Lancée en 1978 à New York par l'artiste Angela Fremont, Materials for the Arts est probablement la première initiative que l'on peut caractériser de ressourceerie. Elle consiste à collecter des matériaux et à les redistribuer à des organisations à but non lucratif, des institutions publiques, des écoles et des artistes<sup>44</sup>. Selon le réseau Performing for Future, il existe au moins 27 ressourceeries ou organisations similaires en Allemagne, sept en Suisse et deux en Autriche, mais toutes ne sont pas

exclusivement actives dans le domaine culturel<sup>45</sup>. En France, il y a au moins sept organisations gestionnaires de ressourceeries explicitement culturelles, qui sont réunies dans le Réseau national des ressourceeries artistiques et culturelles (Ressac)<sup>46</sup>.

Fondée en 2009, la ressourceerie française ArtStock gère quatre sites. Outre des entrepôts de matériaux et des ateliers, elle propose des workshops et formations pour adultes et enfants. Grâce à des partenariats avec des théâtres, mais aussi avec d'autres acteurs/trices comme, par exemple, des labels de mode, plus de 7 000 tonnes de matériaux et d'objets ont pu être collectés à ce jour, dont seulement 8 % n'ont pas pu être retraités. L'offre est constituée à 30 % de textiles et d'objets de décoration, à 30 % de bois, à 25 % de revêtements de sol et à 15 % de métaux. Les entrepôts sont accessibles au grand public, si bien que la moitié de la clientèle est constituée de particuliers. En 2022, 40 % des revenus provenaient de la collecte de matériaux, 32 % des ventes, 20 % seulement de subventions (dont les deux tiers consacrés aux investissements) et 8 % d'autres prestations de services. Ce modèle a permis de réaliser en 2022 un chiffre d'affaires d'environ un million d'euros, ce qui fait d'ArtStock un modèle de viabilité commerciale<sup>47</sup>.

La Hanseatische Materialverwaltung à Hambourg (HMV) n'est pas foncièrement différente d'ArtStock en termes

43 Initiative für Materialkreisläufe, *Achtung Utopie!*, 2021, p. 1-2, [https://www.kulturstiftung-des-bundes.de/fileadmin/user\\_upload/content\\_stage/emas/IFM\\_Falblatt\\_Ansicht\\_final.pdf](https://www.kulturstiftung-des-bundes.de/fileadmin/user_upload/content_stage/emas/IFM_Falblatt_Ansicht_final.pdf) (consulté le 08.05.2023).

44 Materials for the Art, «History of MFTA», 2018, <https://www.materialsforthearts.org/about/mfta-retrospective/> (consulté le 03.06.2023).

45 Performing for Future, «Wiki für Theater und Nachhaltigkeit», 2023, <https://theaternachhaltig.miraheze.org/wiki/Hauptseite> (consulté le 23.05.2023).

46 Ressac, «Ressac», 2022, <https://www.ressac.org/> (consulté le 03.06.2023).

47 Ministère de la Culture, Luxembourg, *Workshop «L'écoresponsabilité dans la culture»*, 2022, <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2022/11-novembre/28-workshop-culture/20221124-workshop-eco-responsabilite-presentation.pdf> (consulté le 05.06.2023).

de fonctionnement. Sa spécificité consiste à se présenter comme une ressourcerie d'utilité publique, en ce sens que les tarifs de prêt et de vente des matériaux sont fixés en fonction de l'utilisation qui en est faite. La structure, qui emploie douze personnes, a réussi à rendre la ressourcerie attractive non seulement pour les acteurs/trices culturel/les, mais aussi pour les particuliers, en agissant elle-même comme une entreprise culturelle qui développe ses propres événements. Le fait de disposer d'importants stocks de matériaux lui permet notamment de mettre à l'épreuve et de promouvoir de nouveaux formats artistiques développés par des artistes émergents/es. En huit ans d'existence, HVM a ainsi soutenu 3 000 projets impliquant près de 35 000 personnes<sup>48</sup>.

Kunst-Stoffe e. V., qui gère une ressourcerie à Berlin depuis 2006, travaille avec des entreprises pour collecter des matériaux appropriés pour les créateurs/trices artistiques, les enseignant/es et, plus généralement, pour toutes les personnes sensibles à la problématique de la consommation de ressources. L'association, qui organise de nombreux workshops, gère des ateliers ouverts et participe à de nombreux festivals, conférences et réunions, a acquis suffisamment d'expérience pour publier en 2010 un guide sur la création de ressourceries ou d'entrepôts de matériaux au niveau communal<sup>49</sup>.

## Initiatives de durabilité dans le secteur culturel au Luxembourg

La multiplication des initiatives dans le secteur culturel témoigne d'une sensibilisation croissante des acteurs/trices culturel/les luxembourgeois/es à la problématique des ressources. L'un/e des précurseurs/es dans ce domaine est la Kulturfabrik à Esch-sur-Alzette, qui a créé sa propre charte de durabilité basée sur les « trois R » (réduire, réutiliser, recycler). Il s'agit à la fois d'éviter les achats inutiles (pour tous les volets de son activité : administration, salle de concert, restauration) et de réduire activement sa consommation de ressources par tout un éventail de mesures (de l'approvisionnement en circuit court à l'installation d'urinoirs sans eau). Qui plus est, l'équipe suit des formations

spécifiques et le public est sensibilisé au moyen d'informations ciblées (sur la réduction des déchets, les transports publics, etc.)<sup>50</sup>.

Dans le cadre de Esch-sur-Alzette, Capitale européenne de la culture 2022, la Korschthal a présenté une rétrospective des films de l'artiste lituanien Deimantas Narkevičius<sup>51</sup>. Pour cette exposition, intitulée *Anachronisms*, le bureau d'architecture 2001 a conçu des espaces de projection vidéographiques sous la forme de modules de la taille d'une pièce. Fabriqués à partir de panneaux de bois achetés localement, les modules sont entièrement démontables et réutilisables pour d'autres expositions<sup>52</sup>.

L'Escher Theater s'efforce lui aussi de produire de manière durable, mais en se concentrant sur sa programmation culturelle. Sa directrice, Carole Lorang, souhaite en effet créer un répertoire de productions pouvant être jouées à nouveau et développées à quelques années d'intervalle. Elle souhaite ainsi lutter contre la surproduction qu'elle a pu observer dans le secteur culturel au Luxembourg. Par ailleurs, le fait de disposer d'un répertoire est un gage de résilience face aux influences extérieures : au lendemain de la pandémie du COVID-19, par exemple, cela aurait permis aux théâtres d'être plus réactifs aux réouvertures entre les différents moments de confinement<sup>53</sup>.

Enfin, la présente étude s'inscrit dans une démarche initiée en 2021 par la Fédération Luxembourgeoise des Arts de la Scène et qui s'est concrétisée lors du workshop sur l'écoresponsabilité dans la culture organisé par le ministère de la Culture en 2022, dont la dernière table ronde était spécifiquement consacrée aux ressourceries<sup>54</sup>. Il convient également de rappeler la Charte de déontologie pour les structures culturelles, qui engage les signataires, entre autres, à prendre des mesures en faveur du climat et de l'environnement<sup>55</sup>.

50 Centre culturel Kulturfabrik, *Environmental Charter*, 2023, [https://kulturfabrik.lu/storage/app/media/Annexe%202\\_Environmental%20Charter.pdf](https://kulturfabrik.lu/storage/app/media/Annexe%202_Environmental%20Charter.pdf) (consulté le 08.05.2023).

51 Korschthal Esch, « Deimantas Narkevičius », 2023, <https://www.korschthal.lu/de/ausstellungen/deimantas-narkevicus-anachronisms> (consulté le 03.07.2023).

52 Bureau d'architecture 2001, « Anachronismus » [sic], 2023, <https://2001.lu/projects/anachronismus> (consulté le 03.07.2023).

53 Ministère de la Culture, Luxembourg, *Kulturentwicklungsplang 2018-2028*, *op. cit.*, p. 34.

54 Ministère de la Culture, Luxembourg, « Le workshop sur le sujet de l'écoresponsabilité dans la culture a connu un franc succès », [https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes\\_actualites/communiqués/2022/11-novembre/28-tan-son-culture-workshop.html](https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiqués/2022/11-novembre/28-tan-son-culture-workshop.html) (consulté le 05.06.2023).

55 Ministère de la Culture, Luxembourg, *Charte de déontologie pour les structures culturelles*, 2022a, p. 25-26, <https://mc.gouvernement.lu/dam-assets/publications/rapport-etude-analyse/minist-culture/charte-deontologie-structures-culturelles/charte-de-deontologie-pour-les-structures-culturelles.pdf> (consulté le 13.06.2023).

48 Hanseatische Materialverwaltung, « Über uns », 2023, <https://www.hanseatische-materialverwaltung.de/ueber-uns-1> (consulté le 03.06.2023).

49 Kunst-Stoffe e. V., « Über Kunst-Stoffe e. V. », 2023, <https://kunst-stoffe-berlin.de/ueber-kunst-stoffe-e-v/> (consulté le 25.04.2023).



Costumes isolants d'ouvriers sidérurgistes chez FerroForum

## Archives de matériaux

Il existe déjà une structure qui s'est donnée le nom « ressourcerie » dans le domaine de la culture au Luxembourg : la Ressourcerie de l'association FerroForum s'est constituée sous forme d'asbl indépendante en février 2022 avec pour unique objet d'être « un lieu central d'archivage, de documentation et de recherche sur l'histoire et les technologies de la production du fer et de l'acier ». Implantée au sein du FerroForum sur la friche industrielle de Metzeschmelz à Esch-Schiffange, cette ressourcerie vise à préserver la mémoire de la production et des technologies du fer et de l'acier, ainsi que des sites liés à leur histoire. Afin de représenter ce passé marqué tant bien par le travail sidérurgique que par la vie quotidienne de ses ouvriers, elle collecte des contenus spécifiques sous forme de témoignages oraux, photos, documents, plans, revues techniques. D'autre part, elle collecte des matériaux particuliers : outils, machines, artefacts, échantillons de minerais, de fer et ses dérivés. Dans le but de créer un lieu central de conservation, de documentation et de recherche, son équipe continue à réfléchir sur les principes de classification adéquats reflétant les motivations de collecte. L'archivage y est donc vu comme un travail progressif et continu, inspiré par la volonté de rendre cette collection accessible au public et de souligner son importance pour le présent et le futur.



La ressourcerie de FerroForum collecte des matériaux particuliers : outils, machines, artefacts



Outils avec leurs étiquettes dans la ressourcerie de FerroForum

## Missions et objectifs d'une ressourcerie

Le fonctionnement d'une ressourcerie repose sur une séquence de tâches :

- la collecte : les matériaux et objets usagés sont collectés auprès des parties intéressées (salles de concert, théâtres, festivals, musées, cinémas, salles de congrès, stations télé, radios, entreprises, particuliers) ;
- la revalorisation : les matériaux/objets sont d'abord triés et classés, voire éliminés s'ils ne sont pas réutilisables ; ensuite, ils sont démontés, nettoyés, transformés et remis en état pour être réutilisés<sup>56</sup> ;
- la mise à disposition ; les matériaux/objets sont classés en différentes catégories (métaux, bois, revêtements de sol, matériel de bureau, textiles, films, accessoires, costumes...) et remis en vente ou en location<sup>57</sup> ; ils peuvent être inspectés sur place ou consultés à l'aide d'un catalogue d'inventaire (généralement numérique).

Pour qu'une ressourcerie réussisse à être durable, elle doit par ailleurs chercher à communiquer avec ses utilisateurs/trices potentiels/les par le biais d'événements à caractère informatif ou éducatif : workshops, conférences et portes ouvertes permettent la mise en réseau, la réflexion et l'expérimentation en vue de promouvoir la conservation des ressources et la pensée durable. Enfin, le succès d'une ressourcerie dépend en grande partie de l'usage qu'en font les acteurs/trices culturelle/les, qui doivent non seulement l'alimenter en matériaux et objets (ré)utilisables, mais aussi posséder les connaissances techniques que requiert leur potentielle réutilisation<sup>58</sup>.

La ressourcerie sert donc en premier lieu à promouvoir la durabilité (écologique) au moyen d'une réduction de la consommation de ressources. Elle peut également présenter un attrait économique (en facilitant l'accès et en pratiquant des prix plus intéressants que ceux des fournisseurs commerciaux), offrir un espace de sociabilité et enrichir le paysage culturel<sup>59</sup>.

<sup>56</sup> Ministère de la Culture, Luxembourg, *Workshop « L'écoresponsabilité dans la culture »*, op. cit., p. 67.

<sup>57</sup> Kunst-Stoffe e. V., *Handreichung für den Aufbau eines Gebrauchtmaterialezentrums*, 2019, p. 6, <https://kunst-stoffe-berlin.de/wp-content/uploads/2019/07/Handreichung-Gebrauchtmaterialezentrum.pdf> (consulté le 24.05.2023).

<sup>58</sup> Kunst-Stoffe e. V., « Über Kunst-Stoffe e. V. », op. cit.

<sup>59</sup> Hanseatische Materialverwaltung, « Über uns », op. cit.

## Avantages et défis

En raison de son caractère durable, une ressourcerie présente de nombreux avantages :

- en prolongeant la durée de vie des matériaux et des objets, elle permet de réduire la consommation de ressources et les émissions ; par ailleurs, elle réduit l'achat de matériaux neufs et optimise l'utilisation de matériaux existants<sup>60</sup> ;
- en réduisant les trajets, elle permet de réduire les émissions<sup>61</sup> ;
- en permettant aux structures de se désencombrer, elle permet des économies de temps et d'argent ;
- en offrant une plateforme de mise en réseau, elle permet de partager les connaissances et de coordonner les mesures et actions des différents/es acteurs/trices, multipliant ainsi les effets durables<sup>62</sup> ; sa gestion autonome et centralisée permet d'augmenter la visibilité des ressources existantes et d'en faciliter l'accès aux tiers<sup>63</sup> ;
- la facilité d'accès aux matériaux/objets favorise une infrastructure culturelle réactive, moins dépendante des influences extérieures<sup>64</sup> ;
- en permettant d'accéder à moindres frais à des matériaux et objets bien entretenus, elle peut contribuer à améliorer la qualité des pratiques amateurs<sup>65</sup> ;

Outre ces avantages, l'établissement et la gestion d'une ressourcerie présentent des défis d'ordre pratique et organisationnel :

- elle doit disposer d'une infrastructure appropriée en termes de taille et d'accès, souvent difficile à trouver en milieu urbain<sup>66</sup> ;
- elle doit être gérée par une équipe stable et compétente qui doit disposer des savoir-faire requis pour assurer son bon fonctionnement : logistique, prospection, médiation, relations publiques, administration, revalorisation, etc.<sup>67</sup> ;

- afin de briser le cadre institutionnel (normes, valeurs, directives) et créer des effets d'incitation, il s'agit d'impliquer le secteur dès sa planification<sup>68</sup> ;
- elle exige la mise en place d'un cadre juridique pour faciliter le transfert d'objets et de matériaux : droit fiscal, règlement des déchets, droits d'auteur...

Enfin, en période de crise économique, une ressourcerie ne doit pas devenir un fardeau pour les finances publiques. Pour minimiser les aides et subventions publiques, elle doit être planifiée et gérée comme une entreprise. La collecte d'objets inutilisés auprès d'institutions culturelles peut constituer une pratique qui, comparée à leur élimination, est moins chère et donc plus attrayante. Qui plus est, la vente et la location de matériaux et d'objets génèrent des revenus, avec la possibilité de moduler les tarifs selon le statut ou les capacités financières des utilisateurs/trices<sup>69</sup>.



FerroForum collecte aussi des échantillons de minerai de fer et de ses dérivés

60 Landeshauptstadt Dresden, *Dresdner Charta*, op. cit., p. 1.

61 Haider et al., op. cit., p. 9.

62 Hande Paker, « Arts and Culture for Ecological Transformation », 2021, <https://www.iksv.org/en/reports/arts-and-culture-for-ecological-transformation> (consulté le 25.04.2023).

63 Vosse, Wohlgemuth, op. cit., p. 325-326.

64 *Ibid.*, p. 325.

65 *Ibid.*, p. 325.

66 Kunst-Stoffe e. V., *Handreichung*, op. cit., p. 3.

67 *Ibid.*, p. 3-4.

68 Vosse, Wohlgemuth, op. cit., p. 326.

69 Kunst-Stoffe e. V., *Handreichung*, op. cit., p. 9.

## 2. Enquête

Notre projet de recherche avait pour objectif d'identifier l'intérêt et l'utilité d'une ressourcerie au Luxembourg pour les acteurs/trices culturels/les concernés/ées. L'enquête réalisée à cet effet prend la forme d'une collecte de données quantitatives avec des éléments qualitatifs. L'étude transversale a été réalisée sous la forme d'un questionnaire en ligne.

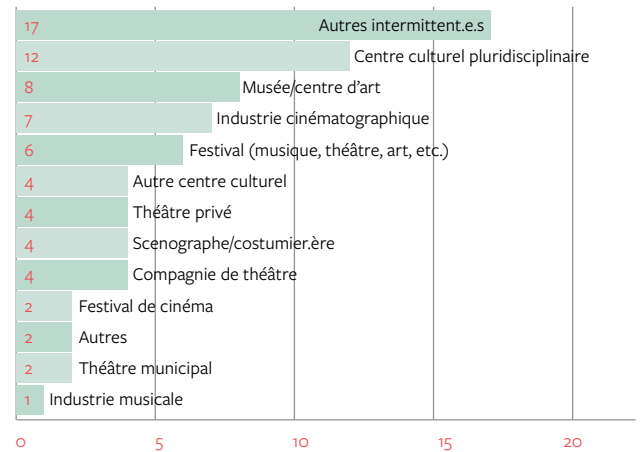
Le formulaire contenait principalement des questions fermées avec des possibilités de réponse prédéfinies. Par ailleurs, il y avait trois questions ouvertes. Certaines questions ne s'adressaient qu'aux entreprises et aux organisations. En fonction de l'activité indiquée par les répondants/es, le nombre de questions qui leur étaient posées pouvait donc varier. Enfin, le formulaire, relativement long, ne comportait pas de questions obligatoires, l'objectif étant de recueillir autant d'informations que possible sans décourager la participation.

La population statistique comprenait tous/tes les professionnels/les et acteurs/trices des arts du spectacle, des arts visuels, du cinéma et des musées au Luxembourg. L'étude s'est surtout intéressée aux théâtres, compagnies de théâtre, centres culturels, producteurs/trices de films, organisateurs/trices de festivals, musées, centres d'art, costumiers/ères et scénographes dans la mesure où leur consommation de ressources est plus importante que celle des artistes indépendants/es, par exemple. Le secteur de la musique est moins intéressant pour cette étude, puisque sa consommation de ressources premières concerne moins les matériaux de construction que les équipements technologiques.

### Résultats

Les 73 acteurs/trices qui ont participé à l'enquête ont été classés selon les catégories suivantes, définies en consultation avec le ministère de la Culture : théâtre municipal, théâtre privé, centre culturel pluridisciplinaire, autre centre culturel, compagnie de théâtre, musée/centre d'art, festival (musique, théâtre, art, etc.), industrie cinématographique, festival de cinéma, industrie musicale, scénographe/costumier/ère, autres intermittents/es (surtout artistes indépendants/es) et autres (une chorégraphe et un collectif réalisant des projets multidisciplinaires).

### Participants/es à l'enquête en ligne, répartis/es en catégories



### Intérêt pour une ressourcerie

À la question s'ils/elles sont favorables à la création d'une ressourcerie au Luxembourg, 63 participants/es sur 70 (90 %) ont répondu par l'affirmative.

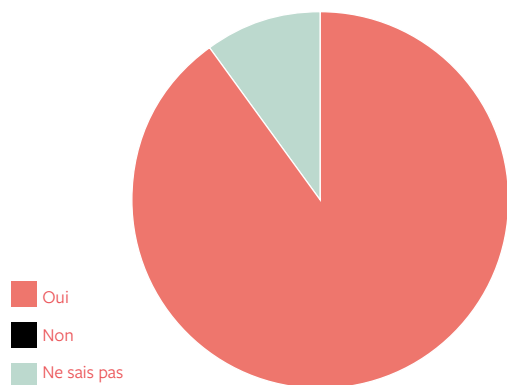
À la question quels matériaux/objets devraient être proposés à la vente dans une ressourcerie ou quels matériaux/objets présentaient un intérêt ou une utilité à cet égard, les possibilités de réponse étaient les suivantes (choix multiple) :

- bois ;
- métal ;
- décors de scène ;
- costumes ;
- tissus ;
- accessoires ;
- matériel technique (spots, câbles, haut-parleurs, etc.) ;
- mobilier de bureau ;
- modules de scène (socles, vitrines, panneaux, etc.) ;
- meubles divers ;
- matériel d'emballage (Tyvek, film à bulles, etc.).

La plupart, à savoir 94,5 % des participants/es, ont indiqué qu'ils/elles étaient intéressés/es par au moins un des matériaux/objets énumérés.



### Intérêt pour la création d'une ressourcerie au Luxembourg



## Consommation de matériaux

Sur 38 participants/es ayant répondu, 34,2% ont déclaré avoir réalisé jusqu'à trois productions (pièces de théâtre, films, spectacles, expositions, etc.) en 2022, dont ils/elles ont eux/elles-mêmes financé le matériel. Un autre tiers (34,2%) a fait état de quatre à cinq productions, et un sixième (15,8%) de dix productions ou plus. Parmi ces derniers/ères, deux ont réalisé plus de 25 productions, dont ils/elles ont eux/elles-mêmes financé le matériel.

Concernant la quantité de matériaux/objets utilisés en 2022, il s'est avéré que les répondants/es n'avaient pas d'approche uniforme pour documenter ou quantifier leur consommation. Ceci a empêché la collecte de données concrètes sur le volume de déchets générés ou de matériaux utilisés/consommés par les acteurs/trices culturels/les à l'échelle de cette enquête. Ce manque souligne la nécessité d'améliorer les méthodes de recensement.

Le relevé permet cependant de dresser la liste suivante (entre parenthèses le nombre de répondants/es)<sup>70</sup>:

Bois	367,5 m <sup>3</sup>	4 679 kg	71 000 €	(18)
Métal	95 m <sup>3</sup>	1 577 kg	38 500 €	(14)
Décors de scène en général	15 160 m <sup>3</sup>	50 kg	400 863 €	(13)
Costumes	12 m <sup>3</sup>	879 pièces	51 000 €	(11)
Tissus pour costumes	514 mètres linéaires		2 000 €	(5)
Tissus de scène	11 m <sup>3</sup>	800 kg	11 000 €	(8)
Accessoires	19 m <sup>3</sup>	245 kg	30 120 €	(16)
Matériel technique	222 m <sup>3</sup>	400 kg	285 000 €	(20)
Mobilier de bureau	20 m <sup>3</sup>		20 500 €	(7)
Modules de scénographie	28 m <sup>3</sup>	20 kg	287 050 €	(10)
Meubles en général	20 m <sup>3</sup>		10 000 €	(5)
Matériel d'emballage réutilisable	6 m <sup>3</sup>	50 kg	5 320 €	(10)

Parmi les autres matériaux mentionnés en moindre quantité figurent peinture, panneaux PVC, écrans de projection, sols de danse, pierres, bâches, miroirs, polystyrène, plexiglas.

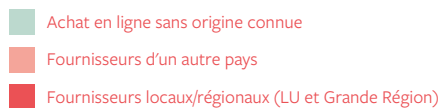
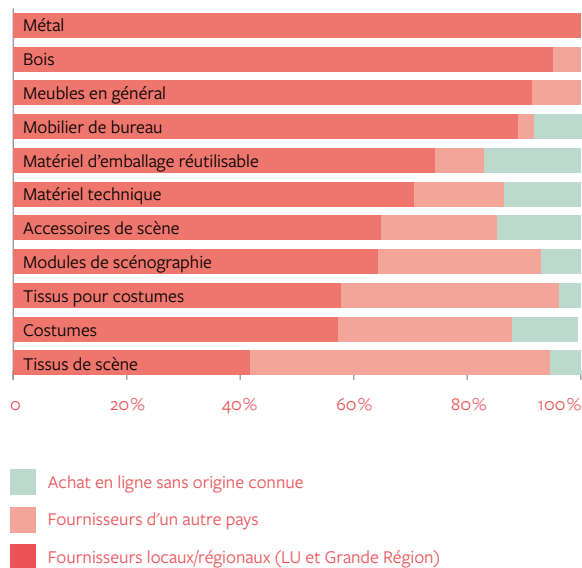
Les données sur la consommation de matériaux proviennent en premier lieu des théâtres, des centres culturels et des musées. Cela s'explique par le fait que les grandes structures consomment plus de matériaux que les artistes indépendants/es, par exemple. Il s'en suit qu'elles présentent un intérêt particulier pour l'approvisionnement de la ressourcerie et qu'il s'agira de nouer des partenariats en ce sens afin de garantir un flux constant de matériaux et d'objets au sein de celle-ci.

<sup>70</sup> Les répondant/es libres de choisir l'unité de mesure dans leur estimation de matériel.

## Origine des matériaux

Les répondants/es ont indiqué que le métal, le bois, les meubles en général et le mobilier de bureau étaient quasiment toujours achetés au Luxembourg. Cela permet de réduire les distances de transport et de soutenir l'économie nationale. Ce constat est d'autant plus important que l'acier, le bois et l'aluminium sont les matériaux les plus utilisés dans la construction de décors. D'autres matériaux et objets sont fréquemment achetés à l'étranger ou en ligne, sans que leur origine soit nécessairement connue. Il faut néanmoins saluer le fait que, hormis les tissus de scène, la plupart des matériaux et objets sont globalement achetés au Luxembourg. Une ressourcerie permettrait donc de conserver davantage d'objets dans le circuit luxembourgeois et de réduire à la fois les trajets d'acheminement depuis l'étranger et l'achat de matériaux/objets neufs.

### Origine des matériaux



## Stockage

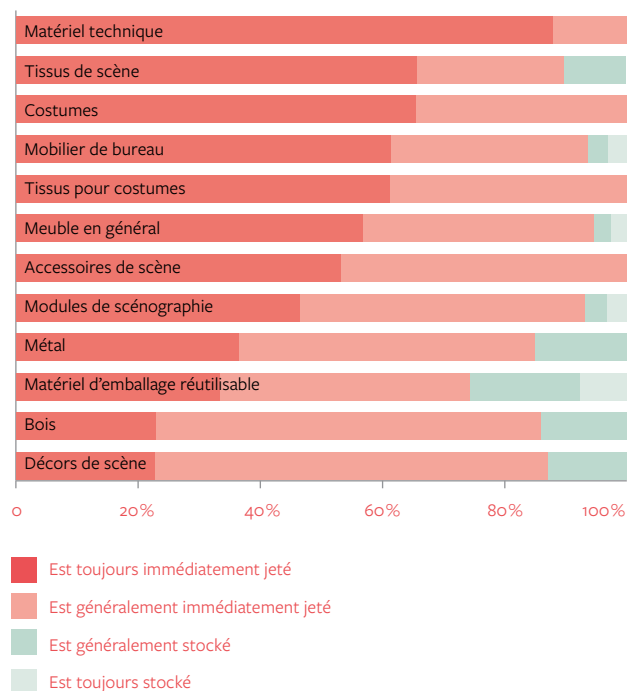
Au total, 53 répondants/es ont fourni des informations sur leurs capacités de stockage. Ces entrepôts sont de tailles très différentes, allant de 1 m<sup>2</sup> à 9 000 m<sup>2</sup>, ce qui s'explique par la diversité des répondants/es. Si l'on compare la surface totale de stockage des deux théâtres municipaux (1 770 m<sup>2</sup> et 710 m<sup>2</sup>) à celle des théâtres privés (140 m<sup>2</sup> en moyenne) et des centres culturels pluridisciplinaires (81 m<sup>2</sup> en moyenne), on constate de fortes variations.

La plupart des matériaux et objets sont stockés principalement pour éviter leur élimination. Deux tiers des répondants/es comptent par ailleurs les réutiliser, ce qui témoigne de l'attention portée aux acquisitions de matériel : les acteurs/trices culturels/les connaissent le potentiel des objets et veulent continuer à les utiliser. Près de 90 % des participants/es déclarent ne pas disposer d'espaces de stockage suffisants et plus de 60 % estiment que la durée de stockage des objets est trop longue. Si l'on garde à l'esprit la surface totale de stockage des acteurs/trices ayant participé à l'enquête (16 986,80 m<sup>2</sup>), les stocks existants s'avèrent une source d'approvisionnement potentiellement importante pour la ressourcerie et ses clients/es.

Tous les matériaux/objets recensés étaient stockés pendant plus de six mois, voire plus d'un an. En revanche, le matériel d'emballage réutilisable, les modules de scénographie et les tissus pour costumes sont souvent stockés pendant moins d'une semaine et pourraient dès lors être redistribués à la ressourcerie pour rester dans le circuit d'utilisation.

Bien qu'ils soient toujours ou généralement stockés, le matériel d'emballage réutilisable, le métal, le bois, les décors de scène et les tissus de scène figurent également parmi les matériaux et objets qui sont le plus souvent jetés immédiatement après usage. Bien que l'on ignore pourquoi, on peut supposer qu'une ressourcerie serait à même de capter ces objets. Concernant plus particulièrement le matériel d'emballage réutilisable, il s'avère qu'il est toujours ou le plus souvent jeté après usage et stocké le moins longtemps. Une ressourcerie pourrait en faire usage pour stocker convenablement et sécuriser ses matériaux et objets.

## Stockage et élimination des matériaux et objets

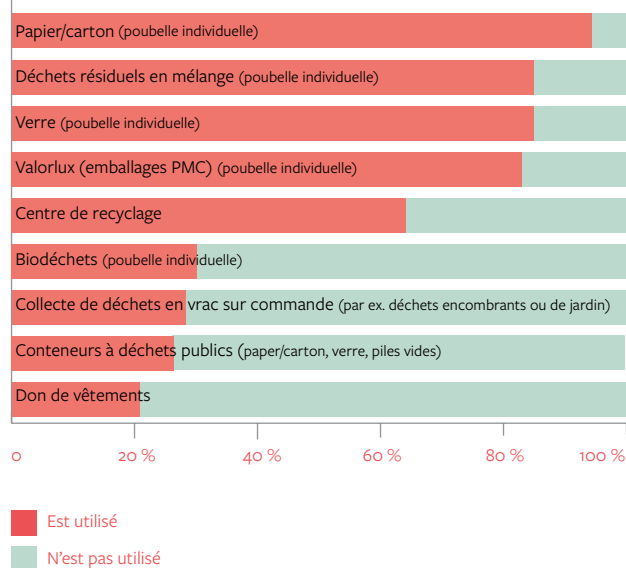


## Types de déchets

Sur 53 acteurs/trices interrogés/es, la plupart utilisent leurs propres poubelles pour trier et éliminer le papier/carton (94,3%), les déchets résiduels (84,9%), le verre (84,9%) et les matériaux recyclables (Valorlux, 93%). Deux tiers (64,2%) utilisent par ailleurs les centres de recyclage. Environ un tiers a recours à une poubelle individuelle pour les déchets biologiques (30,2%), à la collecte de déchets en vrac sur commande (28,3%), aux conteneurs publics (26,4%) et au don de vêtements (20,8%). Les deux théâtres municipaux, les quatre théâtres privés et les douze centres culturels pluridisciplinaires utilisent chacun ses propres poubelles pour les déchets résiduels, le papier/carton, le verre (à l'exception d'un centre culturel pluridisciplinaire) et les matériaux recyclables. Les deux théâtres municipaux utilisent également leur propre conteneur pour les déchets organiques ainsi que les centres de recyclage et la collecte des déchets en vrac sur commande.

Il est encourageant de constater que les trois quarts des répondants/es disent ne pas ou ne plutôt pas utiliser de colle dans leurs constructions. En même temps, un tiers des participants/es a indiqué ignorer comment travailler les matériaux de manière à ce qu'ils puissent être réutilisés par la suite. Il serait donc utile de proposer des formations à ce sujet. Celles-ci pourraient par exemple être organisées en amont de la mise en place de la ressourcerie et se poursuivre dans le cadre de la formation continue.

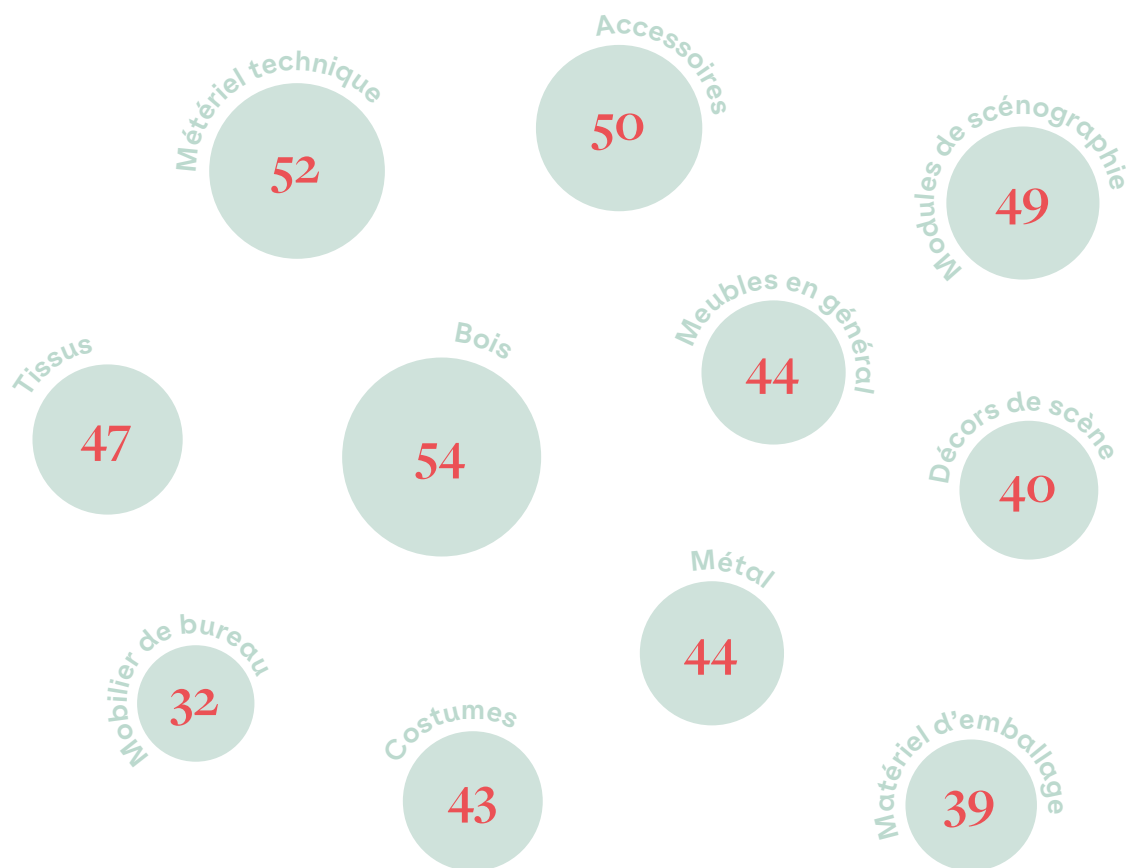
## Types d'élimination des déchets



## Matériaux souhaités

À la question de savoir quels matériaux/objets devraient être proposés à la vente dans la ressourcerie ou quels matériaux/objets étaient intéressants et utiles, les participants/es ont surtout mentionné le bois, les équipements techniques et les accessoires. Les décors de scène, le matériel d'emballage réutilisable et le mobilier de bureau sont moins sollicités. Il en ressort que les répondants/es sont intéressés/es à la fois par les matières premières et les objets finis. Un système de location de matériel technique, d'accessoires, etc. serait donc judicieux.

Matériaux souhaités dans une ressourcerie  
(Nombre de répondant/es)



## 3. Conclusions

Notre enquête montre que 90 % des répondants/es sont favorables à la création d'une ressourcerie. Celle-ci concernerait en premier lieu les théâtres, les centres culturels, les salles de concert, les festivals, les musées, les cinémas, les salles de congrès, les radios, les scénographes et costumiers/ères, les artistes indépendants/es et les associations culturelles, qui en seraient à la fois les fournisseurs et les clients. En fonction du modèle économique, elle pourrait également intéresser les écoles et les particuliers.

Pour une ressourcerie, ce n'est pas tant la quantité de déchets produits que la qualité des matériaux et objets utilisés qui est intéressante. L'enquête a permis de constater que le secteur culturel luxembourgeois utilisait une multitude de matériaux et d'objets différents. Elle a aussi révélé que les répondants/es n'avaient pas d'approche uniforme pour documenter leur consommation de matériaux/objets, ce qui ne permettait pas d'établir avec exactitude le volume de déchets générés ou la quantité de matériaux/objets utilisés. Cependant, les données montrent clairement que les stocks de matériaux/objets existants avaient largement de quoi alimenter une ressourcerie.

*Pour une ressourcerie, ce n'est pas tant la quantité de déchets produits que la qualité des matériaux et objets utilisés qui est intéressante*

À l'exception des tissus de scène, tous les autres matériaux sont achetés en priorité au Luxembourg. La création d'une ressourcerie permettrait de garder davantage d'objets dans le circuit économique local. Elle contribuerait ainsi à réduire les distances d'acheminement depuis l'étranger et à limiter globalement les achats de matériaux/objets neufs.

Malgré l'existence de près de 17 000 m<sup>2</sup> d'espaces de stockage, 90 % des répondants/es affirment ne pas disposer de suffisamment de possibilités d'entreposage. Cette situation pourrait être liée à la durée de conservation relativement longue des matériaux/objets en vue d'une réutilisation ultérieure. Une ressourcerie pourrait dès lors capter ces matériaux/objets et permettre de désencombrer les espaces de stockage. En même temps, elle permettrait d'allonger la durée de vie de matériaux/objets qui sont en général éliminés après usage ou stockés moins longtemps. De manière générale, l'attention portée par les acteurs/trices culturels/les aux ressources matérielles pourrait être renforcée par la création d'une ressourcerie.

Si l'on ajoute à cela le fait que les acteurs/trices culturels/les disent en majorité connaître les pratiques durables et estiment que les matériaux et objets qu'ils/elles utilisent sont en grande partie réutilisables, il apparaît que la mise en place d'une ressourcerie au Luxembourg est susceptible d'améliorer la durabilité dans le secteur culturel. De nombreux répondants/es se sont exprimés/es en ce sens en soulignant les avantages d'une ressourcerie. Ils/elles étaient également conscient/es des défis qu'elle présentait, notamment en ce qui concerne la gestion et la communication, qui devront être autonomes et professionnelles pour permettre à une telle infrastructure d'exploiter tout son potentiel.

## Recommandations

En tant que relevé des pratiques matérielles des acteurs/trices culturels/les au Luxembourg, notre étude permet de dégager une série de recommandations pour la mise en place d'une ressourcerie :

- la ressourcerie devra disposer d'un espace de stockage conséquent et ne pas se limiter à des matériaux ou objets spécifiques afin d'intéresser autant d'acteurs/trices que possible, tout en contribuant à résoudre leurs problèmes de stockage ;
- le modèle économique de la ressourcerie devra être clairement défini dès avant son lancement : doit-elle être réservée au secteur culturel ou s'ouvrir aux entreprises et aux particuliers ? comment les prix/tarifs seront-ils fixés ? ;
- afin de garantir son bon fonctionnement, elle devra être gérée de manière indépendante, autonome et professionnelle ;
- le secteur culturel devra être impliqué avant même sa construction et la ressourcerie doit communiquer son offre aux parties prenantes. Pour la prise de décision, il convient par ailleurs de s'appuyer sur les expériences de ressourceries existantes ;
- elle devra être complétée par une offre de formation où les participants/es apprennent à travailler et produire de manière plus durable et à utiliser correctement la ressourcerie ;
- le cadre juridique devra être clarifié et adapté en amont<sup>71</sup>.

Au-delà de l'objet principal de l'étude, celle-ci a permis de dégager quelques recommandations de politique culturelle ayant trait à la durabilité dans le secteur :

- des mesures devraient être prises pour améliorer les données sur les stocks et la consommation de matériel. Ainsi, des calculateurs de CO<sub>2</sub> pourraient être expérimentés dans le cadre de projets pilotes avant d'être déployés dans l'ensemble du secteur. Les bilans carbone permettraient d'identifier et de corriger les pratiques qui posent problème.
- Les subventions devraient davantage prendre en compte les critères de durabilité afin d'inciter les acteurs/trices culturels/les à favoriser les pratiques durables.

La création d'une ressourcerie au Luxembourg est une initiative largement plébiscitée par le secteur culturel. Elle permettrait de mettre en œuvre les principes de l'économie circulaire en réduisant la consommation de ressources des acteurs/trices culturels/les et leur impact sur l'environnement. En ce sens, elle représenterait un grand pas en avant vers la durabilité du secteur culturel au Luxembourg. À noter cependant que ce n'est pas la solution à tous les problèmes, mais une mesure parmi d'autres qu'il s'agira de mettre en œuvre et de coordonner pour, à terme, rendre le secteur culturel plus durable.

71 Pour régler le problème des droits d'auteur et faciliter ainsi le partage des matériaux et objets, la politique est appelée à modifier la législation existante. Une révision ou une adaptation des dispositions relatives aux cinq organisations qui gèrent collectivement les droits d'auteur dans différents domaines au Luxembourg pourrait accélérer le processus. Voir Ministère de l'Économie, Luxembourg, « Droit d'auteur et droits voisins », <https://meco.gouvernement.lu/fr/le-ministere/domaines-activite/proprieté-intellectuelle/droits-auteur-voisin.html> (consulté le 23.06.2023).

*La création d'une ressourcerie au Luxembourg est une initiative largement plébiscitée par le secteur culturel. Elle permettrait de mettre en œuvre les principes de l'économie circulaire en réduisant la consommation de ressources des acteurs/trices culturel/les et leur impact sur l'environnement*



Chapitre

# Les institutions culturelles participent-elles à retarder la fin du monde ?

Béatrice Josse



Par ce titre un peu provocateur, je me réfère à un recueil de trois conférences prononcées par Ailton Krenak, activiste amérindien du Brésil. Ce texte a été publié début de l'année 2022 et son titre fut donné par son auteur comme une blague, une boutade lors d'une présentation qu'il devait faire à l'université de Brasilia, pensant qu'il n'y aurait personne.

Avec pas mal d'ironie, Krenak raconte une histoire qui a eu lieu et qui est celle de son monde, celui qui a été anéanti par l'arrivée des blancs, il décrit très simplement le saccage d'un mode de vie. Ce faisant, en décrivant l'histoire de la destruction des peuples autochtones, il renvoie à celle dont nous sommes les moteurs en ce moment, celle bien connue du réchauffement climatique, de l'anthropocène et une capitalocène.

Il nous parle d'une fin du monde qui va nous arriver comme si une boucle s'enroulait dans une boucle, de destruction en destruction. À l'inverse de notre vision du monde où les notions de contrôle, maîtrise, de développement, d'innovation priment, il en dessine un autre, bien plus accueillante, où l'expérience des malheurs passés est bien présente mais où la mémoire a été préservée. Aussi, tous les germes d'une réparation et d'une reconstruction sont là. Au fond, il parle d'expérience, ce qui nous attend puisque cela a déjà été vécu, a déjà eu lieu. Quand il parle de capitalocène on comprend tout de suite qu'il sait mieux que nous (Occidentaux) ce que cela signifie.

Invitée à dire quelques mots en guise de prologue à ce séminaire<sup>1</sup> réunissant les acteurs et actrices du secteur culturel du Luxembourg, je voulais revenir sur ces quelques mots d'Ailton Krenak dont l'objet n'est pas de relativiser la fin de notre monde, mais de pointer la nécessité d'en finir avec notre façon de le penser. Si les questions de décarbonisation et de développement durable sont au cœur de vos sujets aujourd'hui, la question que nous pose Krenak : que s'agit-il de faire durer ? À quoi tenons-nous vraiment ? Sur quels repères souhaitons-nous faire civilisation ?

Cette question est d'autant plus d'actualité que, vous l'aurez remarqué, depuis quelques mois de jeunes militants écologistes prennent pour cibles des chefs-d'œuvre de la peinture occidentale dans nos musées. De Londres à Melbourne en passant par Florence et la semaine dernière Paris des collectifs aux noms sans équivoque – Just Stop Oil, Extinction Rebellion, Ultima Generazione – conduisent de nouvelles formes d'actions très spectaculaires qui visent à alerter l'opinion sur le désastre écologique.

Comment opèrent-ils ? Ils s'introduisent dans de prestigieux musées, de type National Gallery ou Galerie des Offices, ils s'approchent des tableaux mondialement connus : *Les Tournesols* de Van Gogh, *Les Meules* de Monet ou le *Printemps* de Botticelli pour les asperger de substances alimentaires peu ragoûtantes : soupe, sauce tomate. Puis ils viennent coller leurs mains au sens propre du terme sur le cadre ou la vitre qui les protègent ou encore le mur et déclament des textes qui tiennent à la fois de la justification et du manifeste. Ces textes visent à éveiller les consciences en mettant en regard les valeurs respectives de l'œuvre et de la vie sur Terre.

L'usage de la colle est une caractéristique commune issue des luttes activistes non-violentes. Cette technique leur permet de gagner du temps dans la mesure où les personnels de sécurité ne tentent pas immédiatement de « décoller » les militants de peur d'arracher ou d'abîmer les œuvres. Ce qui leur laisse un petit temps pour faire leur déclaration et poser pour les images qui serviront à la diffusion immédiate via les réseaux sociaux.

La vitesse de propagation des images, enregistrées par les militants eux-mêmes est considérable et l'effet médiatique est atteint de manière quasi immédiate. Ces gestes choquent, scandalisent, amusent et ne laissent pas indifférents. Ils atteignent ainsi un nouveau public préoccupé par la crise environnementale ou en voie de l'être.

Ces actions visent, au-delà du seul tableau, un écosystème et un ensemble de pratiques culturelles à forte empreinte carbone. On pensera aux dispositifs croisés de prévention, de conservation, de sécurité extrêmement onéreux mis en place autour des dites œuvres. En fait les musées où ces chefs d'œuvres sont présentés nous renvoient l'image idéale de ce que devrait être notre rapport à la Terre aujourd'hui nous disent ces militants : soin, attention, vigilance.

*On sait que ces classes supérieures  
CSP+ auxquelles s'adressent ces  
actions sont bien plus polluantes  
que les classes moins aisées,  
puisqu'on pollue à hauteur de ses  
moyens et non l'inverse*

Ce que nous disent aussi ces actions, c'est qu'il n'est plus possible de se contenter de contempler « la nature » peinte ou feinte. Les humains doivent aujourd'hui considérer la nature dans sa réalité catastrophique et non seulement contemplative. Par ailleurs, s'en prendre aux musées a un effet bien plus considérable que s'en prendre aux jets privés. Deux militants sans budget peuvent ainsi se faire entendre avec des millions de vues et susciter des milliers d'articles et de réactions diverses.

Autre remarque : ces actions s'adressent à un public éduqué, celui qui fréquente les lieux culturels, ceux-là même qui pourraient être des électeurs des partis écologistes. Ceux et celles-là même qui sont parfois en contradiction avec leur vote dans leur mode de vie, de consommation, de loisirs, de voyages.

<sup>1</sup> Ce texte a été prononcé en guise d'introduction au workshop « Écoresponsabilité en culture » organisé par le ministère de la Culture et qui a eu lieu le 24 novembre 2022 à la Kulturfabrik à Esch-sur-Alzette (voir aussi p.48)

Enfin, on sait que ces classes supérieures CSP+ auxquelles s'adressent ces actions sont bien plus polluantes que les classes moins aisées, puisqu'on pollue à hauteur de ses moyens et non l'inverse (comme les détracteurs de gilets jaunes en France ont bien voulu nous le faire croire). Les placements bancaires de ces CSP+ ne vont-ils pas majoritairement vers le financement des énergies fossiles (et ceci pas nécessairement en connaissance de cause)? En complément d'analyse, je reprendrais les commentaires du directeur des arts déco à Paris, Emmanuel Tibloux, qui relève plusieurs points communs entre les œuvres visées :

- Il s'agit dans la plupart d'entre elles de paysages de campagne cultivée (La Charrette de foin de Constable, Les Meules de Monet, Pêcheurs en fleurs de Van Gogh), d'allégories de la fertilité (Le Printemps de Botticelli) ou de natures mortes (Les Tournesols de Van Gogh). Il faut noter que la grande majorité des tableaux concernés sont des représentations de la nature et, plus précisément, de sa mise en culture et de sa prodigalité.
- Un autre point commun à la plupart des toiles prises pour cibles est qu'elles datent toutes du XIX<sup>e</sup> siècle. Siècle de la révolution industrielle, au cours duquel la société bascule d'un modèle agricole et artisanal à un modèle industriel et commercial. C'est aussi le siècle de l'aboutissement triomphal d'une société patriarcale et coloniale.

Il conclut que c'est une demande de *réparation* que ces jeunes activistes nous adressent aujourd'hui. Ces derniers nous invitent à nous souvenir que la culture est originairement une métaphore agricole, qu'elle est indissociable du souci de la terre : pas de culture sans écologie, nous disent-ils, ni d'art plus urgent que de vivre.

Au-delà des formes de l'action, c'est à la dimension même de la performance qu'il faut enfin prêter attention. Il faut entendre par là le passage à l'acte, qui est la grande limite à laquelle se heurtent constamment les bonnes intentions écologiques. Nous sommes de plus en plus nombreux à parler d'urgence et de crise lors de symposiums et de conférences - comme aujourd'hui - sans nécessairement passer à l'action.

Or le passage à l'action de ces activistes porte une puissance d'effraction qui vient rappeler les musées et plus largement les acteurs de la culture à leurs réalités. Ces derniers ont d'ailleurs tendance à vouloir neutraliser les actions, en communiquant exclusivement sur le fait que l'œuvre sera aussitôt rattachée. C'est une façon de rappeler le régime mortifère du *business as usual* et d'éviter de se saisir de rebondir sur la part de vérité révélée.

D'ailleurs le 9 novembre [2022], pendant la tenue de la COP27 en Égypte, les dirigeant/es de 92 musées ont publié une déclaration commune en réaction à ces actions pour alerter sur la fragilité des œuvres d'art que sous-estimeraient largement les militant/es. Quelques jours plus tard, le Conseil international des musées (ICOM), a pris une position plus consensuelle, reconnaissant ces inquiétudes de conservation mais affirmant son souhait « que les musées soient considérés comme des alliés face à la menace commune du changement climatique ». Cette déclaration a intégré l'idée que les activistes ne tentent pas d'opposer culture et militantisme, mais d'entraîner dans un même mouvement l'ensemble de la société. Dans cette atmosphère tendue, l'ICOM s'interroge désormais avec lucidité sur le rôle que les musées ont à jouer « dans le façonnage et la création d'un avenir durable ».

Cette réaction de l'ICOM est signifiante dans le sens où l'un des enjeux des actions de résistance civile est d'obliger différents acteurs sociaux et institutions à se positionner. En l'occurrence, bien qu'elle ne les encourage pas, le fait que la seule organisation de professionnel/les de musées à l'échelle internationale ne se prononce pas en défaveur de ces actions, et ce malgré leur illégalité, est notable. Il sera intéressant de voir comment réagira la justice dans les pays concernés, qui sera aussi forcée, en cas de poursuites judiciaires, de prendre position sur la légitimité de ces opérations.

*Dans cette atmosphère tendue, l'ICOM s'interroge désormais avec lucidité sur le rôle que les musées ont à jouer « dans le façonnage et la création d'un avenir durable »*

Quelles sont les conséquences de ces actions ? Mais avant cela inversons la question et demandons-nous ce que font véritablement les musées, les salles de spectacle ou les festivals pour préserver la planète ? Les lieux de culture, pressés par les circonstances, cherchent surtout à réduire leur facture énergétique en adoptant des ampoules LED, arrêtant d'éclairer une façade, chauffant moins, fermant plus...

Toujours est-il que la culture cherche plus à se sauver qu'à sauver la planète. « Prendre des mesurées en urgence, ce n'est pas ça la sobriété ! », s'agace Samuel Valensi, du The Shift Project un des auteurs de « Décarbonons la culture ! », publié en 2021 (avec David Irle, Anaïs Roesch)<sup>2</sup>.

*Les institutions culturelles  
participent à n'en pas douter  
au désastre environnemental  
autant que n'importe quelle autre  
activité humaine*

Ce qui agace ces spécialistes, c'est que le débat énergétique masque le premier pollueur et de loin, devant les bâtiments : le public. Dans un rapport de 2021, le *think tank* britannique *Julie's Bicycle* estime que, pour les arts visuels au niveau mondial, 74 % des émissions viennent des déplacements des visiteurs, on pense au Louvre dont 99% des visiteurs viennent en avion.

Pour la culture, ce sont bien les transports – du public, des artistes, des œuvres – qui font du mal à la planète. C'est largement vérifié pour les gros festivals, où les foules accourent en voiture. Mais aussi pour les foires ou les biennales d'art, autant que des visites de sites patrimoniaux prestigieux. Et même, dans une moindre mesure, pour une partie des lieux de spectacle, où l'automobile est nécessaire.

Mais, pour prendre la mesure des dégâts, encore faudrait-il connaître l'empreinte carbone (un indicateur parmi d'autres) de chaque établissement culturel.

Peut-on faire ce travail, pressant peut-être un résultat désastreux et sans solution. Surtout, ils pensent que le public n'a pas à entrer dans le calcul de leur empreinte. Bruno Maquart, président de l'établissement Universcience, a résumé d'une formule le tabou du public pollueur dans la culture : « L'éléphant est dans la pièce et personne ne veut le voir ». Comment dire à un musée ou à un festival que le public est un problème alors qu'il est sa raison d'être, son combat et le socle de son modèle économique ?

Le rapport du Shift Project appelle à « faire circuler les œuvres plutôt que les visiteurs ». Le mot de « décroissance » n'y figure pas. Pour adoucir l'empreinte carbone des expositions, pièces de théâtre ou concerts, le *think tank* invite à « diminuer, ralentir, relocaliser, renoncer ». À faire des expositions plus petites avec moins d'œuvres. À réduire la jauge des concerts et des festivals rock. À privilégier de rares déplacements longs pour les artistes.

Mais il me semble qu'il est nécessaire d'aller un peu plus loin que ces mesures purement factuelles. Les institutions culturelles participent à n'en pas douter au désastre environnemental autant que n'importe quelle autre activité humaine, mais elles pourraient porter une responsabilité supplémentaire.

Si les jeunes activistes écologistes se servent des musées comme contexte à leurs actions médiatiques, c'est peut-être qu'ils désignent l'inaction symbolique des acteurs culturels ? Il n'y aura pas d'exception culturelle à polluer, mais y aura-t-il un défaut d'agir du secteur ? Les prochaines générations pourront-elles reprocher au système culturel actuel son manque d'implication ? de discernement ? d'anticipation ? Ou au contraire apprécieront-elles la prise en compte visionnaire du secteur de ce que sera un monde avec trois degrés supplémentaires ? Ou encore apprécieront-elles l'aide précieuse que l'art a à proposer afin de provoquer quelques idées pour retarder la fin du monde comme nous y incite Ailton Krenak...

<sup>2</sup> L'étude est disponible ici : Décarbonons la Culture ! : le Shift publie son rapport final ([theshiftproject.org](http://theshiftproject.org))

De gré (parce que la société prendra les bonnes décisions à temps) ou de force (parce que le manque de ressources, particulièrement de pétrole nous y contraindra), les activités carbonées disparaîtront peu à peu de tous les secteurs de la société. Dans ce contexte, plus le secteur de la culture anticipera sa décarbonation, plus il sera résistant et plus il pourra continuer à se développer et à prendre une place importante dans nos vies.

Je reprends les mots de Guillaume Désanges, Président du Palais de Tokyo [à Paris], qui souhaite mettre en place un projet permaculturel à l'échelle de l'établissement<sup>3</sup> : « En tant qu'activité à la fois matérielle et symbolique, la culture doit et peut se transformer. L'idée n'est pas uniquement de limiter les impacts négatifs mais d'amplifier les impacts positifs ». Il indique par là qu'au-delà de notre impact biologique, il s'agit pour ce secteur de travailler son impact sur les consciences, le *brainprint*. Cette influence sur les regards et les sensibilités dont le secteur artistique et culturel est dépositaire est fondamentale. Pour lui « il ne s'agit pas de craindre les utopies et les échecs, il s'agit de faire en sorte que nos activités ne soient pas un simple supplément d'âme mais des leviers de modification du réel, des manières de changer des vies avec nos moyens, c'est-à-dire des expériences sensorielles et inédites de formes dédiées créées par les artistes. Autrement dit modifier nos affects et les imaginaires avec comme horizon, plus que jamais changer d'horizon. »

Pour revenir aux conclusions moins philosophiques du Shift Project : Si le secteur de la culture peut transformer nos imaginaires, il peut aussi transformer directement le réel : la culture peut contribuer, dès aujourd'hui, à la transition d'autres secteurs comme l'agriculture, le bâtiment, l'énergie, la mobilité, le numérique. Son lien étroit et majeur avec ces secteurs, dont elle dépend et qui interagissent avec elle, constitue une capacité : celle de devenir un moteur de la transition. Ce rôle lui appartient tout autant que sa propension à construire nos imaginaires et à changer notre vision du monde.

Les secteurs avec lesquels elle interagit vont devoir faire leur part. Mais une bonne partie de la décarbonation ne se concrétisera que si les « utilisateurs » enclenchent le mouvement, deviennent eux-mêmes prescripteurs et organisent la transformation de la demande.

L'objectif de ces séminaires qui s'organisent partout en Europe est d'appréhender les actions qui permettent de croiser les expériences et de s'organiser collectivement. Ce sont les actions concrètes et l'espoir qui sont les véritables antidotes contre la résignation et l'anxiété incapacitante.

En découle la question des leviers d'action : à quelle échelle agir – au global, au local, en réseau ? Mais aussi : qu'est-ce qui inhibe l'action ? Quels indicateurs se doter pour répondre à quoi ? À quoi sommes nous prêts à renoncer ?

Pour Alexandre Monin, philosophe de l'anthropocène qui prône l'Écologie du démantèlement : « Nous devons apprendre à dé-innover ». Nous devons composer avec ce que l'auteur nomme des « communs négatifs », dont on ne peut faire fi et dont il va falloir collectivement prendre soin : ce sont des ressources matérielles ou immatérielles « négatives » (déchets, centrales nucléaires, sols pollués...), mais aussi des « héritages culturels ». Il faudra apprendre à vivre avec certains, à vivre sans les autres : pétrole, plastique, ou certains modèles organisationnels et économiques qui ont d'ailleurs produit ces crises. Pour gérer cet héritage, il est indispensable d'enquêter sur ces dépendances afin de déterminer celles qui doivent être abandonnées, redéfinies, voire démantelées.

*Si le secteur de la culture  
peut transformer nos imaginaires,  
il peut aussi transformer  
directement le réel*

<sup>3</sup> Le guide est disponible ici : *Petit traité de permaculture institutionnelle - Palais de Tokyo*

Corollaire de cet héritage et des « fermetures » nécessaires, se pose la question : à quoi sommes-nous prêts à renoncer pour « maintenir les choses précieuses à notre subsistance » ?

Face au vide stratégique en la matière, il convient de poser les bases de protocoles collectifs de renoncement pour éviter l'apparition de projets déjà obsolètes. Cela passe par l'abandon de certaines innovations (« désinnover ») et activités, par l'émergence de nouveaux métiers, de nouvelles formes administratives... La transition écologique ne pourra en effet se faire sans ces choix et arbitrages : le verdissement des politiques publiques, la compensation, la seule optimisation ou encore la responsabilité sociétale des entreprises ne suffiront pas pour aligner organisations et territoires sur les limites planétaires.

Pour conclure, je reprendrai encore les mots de Guillaume Désanges dans son « Petit traité de permaculture institutionnelle » : L'urgence écologique est aussi une chance. Une chance de nous associer plus étroitement les un/es aux autres, à la faveur d'une globalisation qui n'est pas qu'économique mais aussi philosophique et morale. Une chance de se connecter aux préoccupations d'une jeunesse consciente et active, qui nous pousse à revoir nos manières de faire, en nous rapprochant peut-être de nos désirs les plus profonds, ceux qui nous ont fait choisir ces métiers : intelligence, beauté, idéalisme, partage, bienveillance, exigence...

Comme nous y invite la permaculture, il s'agit de vivre mieux avec soi-même et avec les autres dans une forme de sobriété heureuse qui est aussi un principe de plaisir. Enfin, avec la permaculture institutionnelle, je retrouve l'étymologie de mon premier métier celui de « curateur », qui signifie prendre soin.

« Notre époque s'est spécialisée dans la création du manque ; de sens pour la vie en société, de sens pour l'expérience de la vie elle-même. Cela engendre une très grande intolérance à l'égard de quiconque est encore capable d'éprouver le plaisir d'être en vie, de danser, de chanter. Et il y a plein de petites constellations de gens éparpillées dans le monde qui dansent, chantent, font tomber la pluie. Le genre d'humanité zombie que nous sommes appelés à intégrer ne tolère pas tant de plaisir, tant de jouissance la vie. Alors, il ne leur reste, comme moyen de nous faire abandonner nos propres rêves, qu'à prêcher la fin du monde. Ma provocation concernant les idées pour retarder la fin du monde suggère très exactement ceci : développons nos forces à pouvoir raconter une histoire de plus, un autre récit. Si nous y parvenons, alors nous retarderons la fin du monde. » — *Ailton Krenak*

*L'urgence écologique est aussi  
une chance. Une chance de  
nous associer plus étroitement  
les un/es aux autres, à la  
faveur d'une globalisation qui  
n'est pas qu'économique, mais  
aussi philosophique et morale*



# Workshop

## « L'écoresponsabilité dans la culture »



L'utilisation raisonnée et la préservation des ressources s'imposent comme sujets d'actualité tout en posant bon nombre d'interrogations et de défis. Le monde de la culture comme par ailleurs tout autre acteur actif de la vie sociétale doit y faire face. En effet, la question d'écoresponsabilité et par extension celle de la gestion durable des ressources disponibles sont aujourd'hui aussi cruciales que pressantes.

L'interrogation « va nettement plus loin que le fameux gobelet en plastique », comme l'a rappelé la ministre de la Culture de l'époque Sam Tanson, qui, dans la perspective d'une réflexion commune avait souhaité réunir les acteurs et actrices du monde culturel dans le cadre d'un workshop autour de « L'écoresponsabilité dans la culture ». Une centaine de personnes ont répondu présentes à cet appel et se sont retrouvées le 24 novembre 2022 à la Kulturfabrik à Esch-sur-Alzette.

Dans le cadre de cet échange, après une introduction par Béatrice Josse<sup>1</sup> deux tours de table ont eu lieu pour cerner les défis et problématiques y afférentes et ainsi approfondir le sujet. Animée par Tun van Beest, alors encore étudiant en management culturel à Vienne, la rencontre a été l'occasion de présenter à la fois les démarches et pistes déjà explorées en pratique, mais également d'élargir la discussion au-delà des frontières nationales grâce aux témoignages et retours d'expérience de porteurs et porteuses de projets internationaux invités à enrichir l'échange de leurs compétences et acquis actuels. Voici une retranscription sommaire des discussions.

---

<sup>1</sup> Voir son texte p. 40

# Table-ronde 1

## « Où on en est : quelques bonnes pratiques »

Avec

- Matthieu Gillieron (chargé de coordination en matière de développement durable et d'action climat pour Esch2022, Capitale européenne de la culture, projet ELO, un guide durable et responsable qui accompagne dans la réalisation d'évènements et projets)
- Céline Schall (chargée d'études et de formations au Service culturel de la Ville d'Esch-sur-Alzette et chercheuse en sciences de la Culture à l'Université du Luxembourg)
- Isabelle Schummers (conseillère en environnement au Oekozynter Pafendall asbl, qui coordonne et accompagne le projet *Green Events* du ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable)

Une première discussion, modérée par Tun van Beest, est placée sous le thème « Où on en est : quelques bonnes pratiques ». Avant de passer à l'échange proprement dit, les trois invité/es présentent succinctement leurs projets et expériences respectifs. Céline Schall ouvre la ronde en détaillant l'approche collaborative qui a été choisie à Esch. Celle-ci réunissait autour d'une même table des structures culturelles, des associations, les services de la ville et l'université, et en l'occurrence des acteurs culturels tels qu'entre autre la Kulturfabrik, le Escher Theater, la Rockhal, le tiers-lieu Bâtiment 4 ou encore des associations comme CELL, le Center for Ecological Learning Luxembourg, et possède un autre argument de taille : « On apprend ce qui se fait ailleurs, on s'inspire et on se sent un peu moins seul, parce qu'on se sent souvent seul devant cet immense sujet. Collaborer, c'est important aussi pour aller tous dans le même sens en se soutenant, pour se former à toutes ces notions. »

Insistant sur l'importance de ne pas seulement considérer la culture comme un problème pour l'environnement en tant que secteur émetteur de gaz à effet de serre ou porteuse d'habitudes néfastes, elle affirme que la culture est également un levier de sensibilisation : « Quand on parle de transition sociale et écologique, on parle d'abord de décarboner le secteur et c'est

indispensable, c'est ce qu'on appelle la transition de la culture. » Mais cela n'est pas suffisant affirme Céline Schall : « Ce qu'on vise, c'est la création de nouvelles valeurs, d'un imaginaire décarboné, d'un monde réenchanté. » C'est pour cette raison qu'elle-même préfère parler de « transition écologique et sociale » plutôt que de « développement durable ».

*« Ce qu'on vise, c'est la création de nouvelles valeurs, d'un imaginaire décarboné, d'un monde réenchanté »*

Céline Schall,  
chercheuse en sciences de la Culture  
à l'Université du Luxembourg

Partant de trois axes principaux – santé et inclusion, environnement et gouvernance – a été élaboré une feuille de route reprenant « des actions urgentes et pratiques » et définissant une intention, quatre finalités et quatorze objectifs. Avec l'élaboration des missions qui devraient permettre d'atteindre ces objectifs, on s'attaquerait actuellement au plus dur, précise Céline Schall : « Par exemple on va ajouter des critères, des critères liés à la transition dans l'attribution du budget culturel. On va concevoir des fiches-outils par exemple pour faciliter l'inclusion des personnes en situation de handicap. On va concevoir des formations sur les co-conceptions. » Céline Schall ajoute : « La difficulté maintenant, c'est de définir des actions concrètes et en cohérence avec les objectifs. »

Une autre piste explorée : celle de la création d'une plateforme, permettant aux institutions d'un même territoire de communiquer entre elles et par exemple de planifier plusieurs années à l'avance des tournées « locales », réduisant les trajets des artistes et publics et pouvant entraîner « un nouveau rapport au territoire ». Pour l'instant l'idée d'un tel outil est à l'étude auprès des acteurs potentiellement concernés pour voir si ce genre de collaboration est « possible, faisable et souhaitable ». Au lieu de considérer la culture comme une « solution », il faudrait plu-

tôt la voir comme un « moteur pour faire autre chose », précise Céline Schall. Pour ce faire, il faudrait encore plus de connaissances et ne pas avoir peur de confronter ses valeurs, souligne-t-elle avant de citer en guise de conclusion Samuel Valensi<sup>2</sup> du Shift Project, qui dit : « Si la solution est simple, ce n'est pas la bonne. Si la discussion est agréable, changer de discussion. Les discussions préalables ne sont jamais agréables, mais les solutions qu'on trouve collectivement le sont. »



Céline Schall, Matthieu Gillieron, Isabelle Schummers et Tun van Beest (de g. à d.) lors de la première discussion

*« Si la solution est simple, ce n'est pas la bonne. Si la discussion est agréable, changer de discussion. Les discussions préalables ne sont jamais agréables, mais les solutions qu'on trouve collectivement le sont »*

Samuel Valensi,  
The Shift Project

Puis c'est au tour d'Isabelle Schummers du Oekozer Pafendall de donner à l'assistance plus de détails sur le « Green Event », un projet initié en 2019 par le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et que l'asbl coordonne en collaboration avec la SuperDrecksKëscht.

Le premier public ciblé était les communes et associations locales, constituées pour les dernières principalement de bénévoles, et tous deux organisateurs de nombreux événements aussi divers que des marchés de Noël, des festivals de musique et de théâtre ou encore des marchés locaux.

En effet, dans le contexte des discussions sur la directive européenne sur les plastiques à usage unique<sup>3</sup>, s'est fait ressentir la nécessité de créer une plateforme d'information pour les organisateurs d'événements, accessible aujourd'hui sous [www.greenevents.lu](http://www.greenevents.lu) et qui reprend bon nombre de recommandations et exemples pratiques. Dans la foulée s'est révélé également le besoin d'accompagner ces mêmes organisateurs qui sont souvent en manque d'informations et de solutions possibles mais cependant « très motivés à transformer leur événement », se réjouit Isabelle Schummers. Ainsi pour pallier ces manques, bon nombre de workshops de sensibilisation ont été organisés.

La partie la plus visible du projet, estime Isabelle Schummers, sont les logos « Green Event » et « Mir engagéieren eis », qu'un organisateur peut obtenir s'il remplit avec son événement une série de critères d'écoresponsabilité. Rien qu'en 2022, explique la conseillère en environnement, des plus de 55 événements accompagnés de manière individuelle, 28 ont reçu le label « Green Event », huit celui de « Mir engagéieren eis ». Adapter régulièrement les critères en question en fonction du feedback du terrain serait essentiel, souligne Isabelle Schummers en résumant : « Qu'est-ce qui fonctionne ? Qu'est-ce qui ne fonctionne pas ? Où est-ce qu'il manque peut-être encore des solutions, des informations ? »

<sup>2</sup> Samuel Valensi est auteur, metteur en scène, fondateur de la compagnie *La Poursuite du Bleu* et responsable « Culture » du *Shift Project*, un groupe de réflexion qui œuvre en faveur d'une économie libérée de la contrainte carbone

<sup>3</sup> Directive (UE) 2019/904 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement

Matthieu Gillieron quant à lui, chargé de coordination en matière de développement durable et d'action climat pour Esch2022, s'est vu face au défi de coordonner 130 projets culturels, tous différents en taille et type. Cependant le collaborateur de la Capitale européenne de la culture a pu se baser sur une initiative citoyenne autour de la thématique de la durabilité, qui avait déjà débuté en 2020. Cela a permis dans un premier temps de définir six piliers autour des questions d'alimentation, de gestion des déchets, de communication, de mobilité, d'accessibilité et de production, puis dans un second de se doter d'un outil pratique, à savoir le site [www.elo.lu](http://www.elo.lu). Ce « guide durable et responsable » qui accompagne dans la réalisation d'événements et projets se présente telle « une communauté de pratique ». Ce qui à ses yeux a été le plus important durant cette Capitale européenne de la culture, était de créer du lien et un dialogue entre les différents acteurs : « C'est pour échanger, c'est pour trouver ensemble des solutions et pour partager les bonnes pratiques. »

Selon Matthieu Gillieron, la dimension européenne a été une force particulière, car « on était sur cette idée d'échange, de partage, de dialogue pour trouver ensemble les solutions et pour redéfinir ensemble aussi qu'est-ce qu'on voulait apporter avec la culture », résume-t-il.

*La réalité sur le terrain, c'est que souvent ce n'est pas forcément la bonne volonté ou le manque d'idées, mais vraiment une question de mise en place, de logistique*

Isabelle Schummers,  
Oekozenner Pafendall

Après ces présentations, Tun van Beest interpelle les participant/es sur ce qui selon eux existe et ce qui manque en matière de durabilité au Luxembourg. Avant 2019 il n'existait aucune infrastructure en matière de réutilisable p. ex. dans le domaine du catering et encore aujourd'hui, la logistique poserait problème, également au niveau du bénévolat, sur lequel beaucoup des manifestations reposent, fait remarquer Isabelle Schummers du Oekozenner Pafendall : « La réalité sur le terrain, c'est que souvent ce n'est pas forcément la bonne volonté ou le manque d'idées, mais vraiment une question de mise en place, de logistique. » Elle estime qu'il faudrait qu'un événement « vert » devienne aussi aisé à mettre en place qu'un quelconque événement. Le but devrait donc être « d'arriver à systématiser ces événements et que ce soit tout aussi facile pour un organisateur ».

Quant à l'intérêt et aux avantages d'organiser des événements durables, Matthieu Gillieron met en avant : « Sauver la planète, ce n'est déjà pas mal comme avantage. » Selon lui les problèmes majeurs seraient le manque de connaissances et de solutions disponibles, ainsi que le manque de temps des acteurs culturels, toujours pris entre des projets. Le chargé de coordination en matière de développement durable et d'action climat pour Esch2022 considère que le marketing, la communication et la transparence sont des aspects essentiels : « Quand on parle des questions alimentaires, quand on est sur un événement, il est important de dire d'où proviennent les aliments qu'on propose. » Le public, qui se rendrait aujourd'hui à un événement au Luxembourg, s'attendrait à manger des frites issues de pommes de terre luxembourgeoises, pense Matthieu Gillieron.

Il existerait bon nombre d'initiatives et « plein d'acteurs motivés », souligne pour sa part Céline Schall : « Je n'ai jamais vu une telle mobilisation dans le secteur culturel. Peut-être sauf au début du numérique. » On ne partirait donc pas de zéro dans le domaine, cependant il manquerait d'une part des études, non seulement techniques, mais aussi axées autour des sciences humaines et sociales, et d'autre part des évaluations « sur ce qui marche et ce qui ne marche pas ». Ce qui manquerait également seraient les formations : « Parce que pour faire quelque chose d'efficace il faut être convaincu, être sensibilisé mais aussi avoir des outils - et donc ça, ce sont les formations. »

De même, une planification serait nécessaire pour que les différents réseaux puissent fonctionner ensemble – au niveau des institutions, mais également au niveau local, national et européen : « Il faut que chaque institution ait un plan mais qu'il soit adaptable en fonction de ses moyens. On n'a pas tous les moyens aussi de tout faire. »

Pour que des mesures soient efficaces, il faudrait se poser les bonnes questions, « les questions qui peuvent faire un peu mal, qui peuvent être désagréables », et le faire même si cela impliquerait de renoncer à certaines choses, analyse Matthieu Gillieron. Une guideline ou liste de critères serait « une façon très pratique de contrer un peu cet effet du temps » qui manque souvent, note Isabelle Schummers. Ainsi de petits changements mis bout à bout parviendraient à changer le fonctionnement, car « en attendant de pouvoir tout faire et d'établir toute une stratégie qui demande d'avoir beaucoup de personnel, on va déjà un peu se baser sur des choses qui existent ».

La sensibilisation joue également un rôle important, pointe Matthieu Gillieron. Idée partagée par Isabelle Schummers, selon laquelle la clé de la transition serait « d'arriver à en faire quelque chose de commun qui concerne tout le monde, à toutes les échelles ». La dynamique en interne serait tout aussi importante qu'un regard extérieur, ajoute Matthieu Gillieron en insistant, que les questions d'écoresponsabilité doivent être intégrées dès le début dans l'organisation pour pouvoir prendre des décisions « qui ont un sens et qui ont un impact et qui ne sont pas simplement du *greenwashing* ». Contre ce dernier, Isabelle Schummers voit comme remède la transparence « envers soi-même et aussi avec son public ».

Lors de l'échange qui suit avec l'audience un intervenant estime que la transition s'effectuerait d'une « économie linéaire dans laquelle on est tous englués vers une économie circulaire ». Est soulevé comme auparavant dans les interventions des expert/es sur scène, le fait que l'écoresponsabilité doit vraiment être pensée tout au début du projet et que contrairement à la simplicité du « acheter et jeter », dans le cas d'un modèle circulaire, on aurait la cohésion et un lien entre environnement et social, notamment par la création d'emplois que ce modèle pourrait

générer. Par ailleurs, est évoqué le fait qu'à partir d'un certain moment une obligation serait nécessaire : « À partir du moment où on aura une obligation de résultats, de vrais, on échappera déjà à cette image de *greenwashing*. » Point sur lequel rebondit également Matthieu Gillieron d'Esch2022 en reformulant un aspect évoqué plus tôt dans la discussion par Céline Schall : « Est -ce qu'on continue de financer des structures qui n'appliquent pas les principes ? »



Le public à la Kulturfabrik

# Table-ronde 2

## « Réutiliser les matériaux des scénographies et les costumes : l'idée d'une ressourcerie »

Avec

- Sergio Carvalho (architecte et partenaire au bureau d'architecture 2007)
- Yann Domenge-Lab (directeur de ArtStock, une recyclerie située dans la région d'Occitanie, qui ouvrira bientôt un second site en région parisienne, et co-fondateur de Ressac, réseau français de ressourceries artistiques et culturelles au service du développement de l'économie circulaire dans le secteur artistique et culturel)
- Stéphane Ghislain Roussel (metteur en scène et curateur, membre du groupe de travail *Écoresponsabilité* de la Theater Federatioun)
- Stéphanie Mabileau (coordinatrice de Ressac)
- Peggy Wurth (scénographe et créatrice de costumes, membre du groupe de travail *Écoresponsabilité* de la Theater Federatioun)

Une seconde table-ronde se penche sur la question du comment réutiliser les matériaux des scénographies et les costumes, avec, à la clé, l'idée d'une ressourcerie.

Stéphanie Mabileau, coordinatrice du réseau français de ressourceries artistiques et culturelles Ressac, résume : « Les objectifs du réseau sont de mettre en place une figure de réemploi sur le territoire français par un maillage stratégique ». Créé en 2020 en pleine crise sanitaire de la Covid-19 et se mettant au service du développement de l'économie circulaire dans le secteur artistique et culturel, Ressac compte actuellement huit membres et se positionne sur l'économie circulaire et le réemploi. Mais pas uniquement, puisque la transmission de bonnes pratiques et l'accompagnement y jouent également un rôle important. Ainsi le Théâtre de l'Aquarium à Paris a rejoint le réseau pour bénéficier de ses compétences afin d'implémenter en interne une recyclerie de décors et Ressac a

accompagné deux communes dans ses réflexions autour d'une ressourcerie propre. L'initiation d'une telle structure se décline à ses yeux en différentes étapes : tout d'abord la détermination du « gisement » possible, puis une étude de faisabilité comportant notamment une étude juridique et un business plan.

Le réseau Ressac quant à lui propose également des journées « en immersion » dans des ressourceries existantes et a développé un logiciel de gestion disponible. Ressac se considère aussi comme avocat plaidant une cause « puisqu'il y a encore des freins à lever pour développer le réemploi » tels des normes ou taux de TVA en vigueur en cas de revente de matériaux recyclés, ce dernier ayant posé problème en France.

*« Pour faire du bon réemploi, il faut bien collecter et bien démonter »*

**Stéphanie Mabileau,**  
coordinatrice du réseau français de ressourceries artistiques et culturelles Ressac

Les ressources humaines sont également importantes, car « pour faire du bon réemploi, il faut bien collecter et bien démonter », souligne Stéphanie Mabileau, qui souhaite à cet effet impliquer plus activement les intermittent/es du spectacle eux-mêmes. En France, l'idée à la base d'une ressourcerie était confrontée à un autre problème : jusqu'en 2022 des décors de théâtres ne pouvaient être donnés gratuitement. Désormais, grâce à l'action du réseau auprès des autorités, cela est possible. Aujourd'hui les activités des membres du Ressac sont multiples - la collecte, la logistique, le tri, la remise en état, la vente ou la location. Les différents membres proposent leurs stocks dans des magasins physiques ou sites individuels. « L'enjeu de demain, ça serait aussi de regrouper ces différentes bases de données pour en avoir une seule », explique la coordinatrice du réseau français de ressourceries artistiques et culturelles.

En tant que « matériauthèques », quelques-unes des ressourceries se sont spécialisées dans la collecte et revente de différents matériaux, certaines proposent même des ateliers tout équipés

sur place, pour les retravailler, voire des formations à l'éco-conception. D'autres se focalisent plus spécifiquement autour des besoins de secteurs définis comme le cinéma ou encore les festivals de musique et proposent également un service de location. « À un moment, il faut qu'il y ait des engagements aussi des acteurs publics pour faire en sorte que le réemploi et la réflexion sur les matières puissent exister », souligne la responsable de Ressac, Stéphanie Mabileau.

Cela fait quatorze ans que Yann Domenge-Lab travaille sur le sujet, explique le co-fondateur de Ressac et directeur de la ressourcerie ArtStock, pour lancer un « Je suis très content, parce qu'en fait, je me sens beaucoup moins seul ». Son propre engagement n'était pas parti d'une « bonne intention », mais parce qu'en tant qu'auteur-metteur en scène le problème de la création et du stockage de décors et les coûts y liés le concernait personnellement. Idée née en 2008 « dans une cuisine, avec un chef machiniste et un comédien », la ressourcerie ArtStock que Yann Domenge-Lab dirige aujourd'hui, dispose actuellement entre autres d'une plateforme logistique de 3 000 m<sup>2</sup> en Occitanie, d'un atelier bois et métal de construction de 500 m<sup>2</sup> disponible pour la fabrication de scénographies et d'un magasin de matériaux, décors et accessoires qui accueille entre 1 600 et 2 200 visiteurs par an.

*« Avec un chiffre d'affaires d'un million d'euros, ArtStock est la preuve qu'un projet bien mené peut être économiquement viable »*

**Yann Domenge-Lab,**  
directeur

Au fur et à mesure de ces quatorze années d'expérience, il s'est par ailleurs avéré que la redistribution et le réemploi ne concernaient pas que la culture, constate-t-il. Comme plus de la moitié de leur « gisement » vient de l'Île de France, l'idée née en Occitanie s'installera prochainement aussi à Paris car « il vaut

mieux travailler en circuit court », selon le responsable ArtStock, soucieux de l'empreinte carbone et qui se considère comme un « entrepreneur de l'économie circulaire et solidaire » avec actuellement onze salarié/es équivalent à dix emplois à temps plein. Yann Domenge-Lab détaille qu'en 2021, le taux de valorisation d'ArtStock était de 98 % - « c'est-à-dire que sur x tonnes collectées 2 % seulement finissaient à la déchetterie ». En plus de collecter et de réutiliser, chez ArtStock on s'affaire également à transformer et à vendre - ainsi une bâche plastique peut retrouver une seconde vie sous forme de sacs à main, trousse ou porte-téléphones, vendus par la suite dans les éco-boutiques de l'association.

L'impact social est un aspect important pour l'entreprise, qui s'est dotée d'une chargée de développement territorial faisant le lien avec les autorités et institutions locales les écoles ou maisons de retraite afin de « construire des ponts ». Un des moyens utilisés : des ateliers de sensibilisation scolaire pour lequel un kit pédagogique a été élaboré. « Donc de la sensibilisation, sans prétention, simple, pure, ... au pratique. Mais ça fonctionne et ça mobilise



Lors de la discussion sur les avantages d'une ressourcerie

aussi, ça mobilise beaucoup la société civile en général», se réjouit Yann Domenge-Lab.

Autre axe important de l'action : celui de la formation puisque l'activité d'ArtStock a donné naissance à un métier nouveau, celui de «valoriste», qui se construit progressivement. Mettant l'accent sur l'impact social, l'association projette d'initier en septembre 2023 un atelier d'insertion professionnelle :

«On va embaucher un éducateur technique qui travaille en lien avec nos valoristes pour accompagner des gens dans un parcours difficile», développe le responsable ArtStock. Les 7 000 tonnes collectées depuis les débuts de l'entreprise sont à ses yeux 7 000 tonnes de déchets évités, surtout que l'intérêt est manifeste et là, puisque les gens se déplacent de loin pour venir dans cette ressourcerie, véritable «caverne d'Ali Baba» également prisée par ceux qui travaillent dans l'upcycling, la transformation d'objets et le réemploi. Comme «elles ont une histoire», met en avant Yann Domenge-Lab, ces «matières sont chargées».

Il aurait cependant fallu du travail de persuasion pour convaincre le monde de la culture pour adhérer au projet de la ressourcerie. Depuis, l'association ne s'approvisionne pas seulement auprès du monde culturel, mais aussi auprès du monde du luxe et de l'évènementiel, en récupérant notamment les matériaux utilisés lors de défilés de mode.

Avec un chiffre d'affaires d'un million d'euro hors taxe, ArtStock n'est pas uniquement indépendant de subventions, mais également la preuve que «un projet bien mené peut être économiquement viable». Ainsi pour le second site de la ressourcerie dans la capitale française, l'association a su convaincre un partenaire immobilier privé de lui mettre gratuitement à disposition deux locaux, un de 3 000 m<sup>2</sup> et un second de 600 m<sup>2</sup>, - une option que l'on pourrait certainement aussi envisager au Luxembourg estime le responsable. «Il faut se mobiliser, il ne faut pas que le désirer», lance Yann Domenge-Lab. Alors que le responsable d'ArtStock souligne qu'un bon gestionnaire serait indispensable pour la réussite du projet, sa compatriote Stéphanie Mabileau, coordinatrice du réseau Ressac insiste sur le fait qu'il faut également trouver son modèle économique propre suivant son territoire, l'attente des acteurs et sa propre envie.

*« Le recyclage, je l'ai fait depuis mes débuts, mais entretemps je me remettrais en question en tant qu'artiste si je ne le faisais pas »*

Peggy Wurth,  
scénographe et créatrice de costumes

Y a-t-il suffisamment de matériaux à réutiliser et la volonté de le faire au Luxembourg, s'enquiert le modérateur Tun van Beest pour lancer la discussion. À Peggy Wurth, membre du groupe de travail *Écoresponsabilité* de la Theater Federatioun<sup>1</sup>, de remarquer que dans sa pratique quotidienne de scénographe et créatrice de costumes, la réutilisation de matériaux est une évidence qu'elle préconise. D'ailleurs entre-temps, elle s'est constitué même sa propre, petite «ressourcerie» : «Le recyclage, je l'ai fait depuis mes débuts, mais entre-temps je me remettrais en question en tant qu'artiste si je ne le faisais pas.»

Le besoin étant réel et le travail de sensibilisation effectué, il s'agirait maintenant de ne plus parler du «pourquoi» mais de s'attaquer au «comment», dit la scénographe : il existerait certainement suffisamment de matière à recycler, mais il manquerait une méthodologie pour le faire ainsi qu'un savoir-faire pour monter, démonter et surtout construire de manière à pouvoir réutiliser ces matériaux et en l'occurrence des formations pour le faire, note-t-elle. La bonne volonté serait indubitablement présente, mais malgré celle-ci il resterait des couacs dans la pratique. À ce titre peut-être qu'il manquerait également une obligation «d'en-haut» de réutiliser des matériaux, pense la scénographe Peggy Wurth : «Nous avons tous besoin de cela : d'être un peu plus forcés de respecter certaines règles pour que l'ensemble devienne circulaire», conclut-elle en insistant que, au-delà d'un endroit adapté, il serait donc également nécessaire de se doter d'une méthode.

Il revient au metteur en scène et curateur Stéphane Ghislain Roussel, membre lui aussi du groupe de travail *Écoresponsabilité* de la Theater Federatioun, d'insister sur le fait que dans la perspective d'un changement systémique et sociétal, il faudrait une action précise : «Et je pense qu'on a tous et toutes compris qu'aujourd'hui, c'est des choses très concrètes qu'on doit faire.

<sup>1</sup> Voir aussi p. 60



Et ça, c'est l'antidote au *greenwashing*. Le *greenwashing*, c'est du blabla.» Cette action quant à elle devrait se faire en concertation entre différentes parties – et alors que la Theater Federatioun a initié le dialogue, il serait au ministère de la Culture de voir ce que l'on pourrait faire de concret, car : «On a aussi compris que la collectivité et le faire ensemble, c'est ce qui va nous faire toutes et tous avancer.»

*«Je pense qu'il va y avoir une fin...  
d'un monde. Maintenant, c'est à  
nous de choisir laquelle, si on veut  
que ce soit brutal ou en douceur»*

Sergio Carvalho,  
architecte et partenaire au bureau d'architecture 2001,

Pour l'architecte et partenaire au bureau d'architecture 2001, Sergio Carvalho, qui a conçu une scénographie entièrement démontable et réutilisable pour l'exposition *Anachronisms* Deimantas Narkevičius à la *Konschthal*, le facteur «temps» joue également un rôle important. En effet, ce dernier manque souvent pour pouvoir démonter et ranger convenablement les matériaux utilisés. Dans le cas de la *Konschthal*, tout a été analysé au travers du prisme de la résilience et au lieu d'un espace de présentation «ultra-léché», on serait allé vers l'essence de ce qu'il fallait. Ainsi on en serait venu à des éléments modulables facilement assemblables, démontables, transportables et rangeables, et à l'utilisation de matériaux bruts à la place de matériaux entraînant un entretien important.

Même si la prise de risque ne fait pas forcément partie de la mentalité du pays, constate Sergio Carvalho, il ne faudrait pas attendre un «coup de pied au cul» pour agir : «Je pense qu'il va y avoir une fin du monde... d'un monde, pardon. Maintenant, c'est à nous de choisir laquelle, si on veut que ce soit brutal ou en douceur», conclut-il.

On verrait bien, fait remarquer Stéphanie Mabileau du réseau Ressac, la différence entre le Luxembourg et la France, car pour ce dernier «comme on est dans l'économie sociale et solidaire, il y a un militantisme fort». À l'intervenante alors de souligner qu'il faudrait aussi un lobbying pour adapter les règlements en vigueur, et pour ce faire rien de tel que l'expérience pour faire bouger les choses et avancer.

En ce qui concerne la problématique du foncier, en France, explique la responsable de Ressac, on utiliserait pour l'instant une friche dont les bâtiments seront démolis, solution temporaire donc, mais cette vie insufflée temporairement permettrait d'illustrer l'intérêt général du projet d'une ressourcerie. Alors qu'on installe des piscines ou médiathèques, les municipalités et les collectivités territoriales devraient réfléchir comment intégrer l'idée des ressourceries «au même titre qu'elles ont des équipements types». Car, conclut-elle, dans «ces activités de ressourcerie, de deuxième vie, d'économie sociale, il y a une vraie utilité.»

Pour Stéphane Ghislain Roussel, celui qui est dans une démarche artistique est forcément responsable, mais qu'au désir doit aussi suivre une action - et ce qui suivrait à la prise de conscience serait du «travail» : «Il faut aller convaincre des gens», insiste-t-il. Car il ne faudrait pas attendre pour se bouger et le faire «avant qu'on nous dise, tiens, si vous ne faites pas ci, ça, ça, ça et ça, vous n'aurez plus de subventions.»

Les prochaines étapes devraient être d'une part de travailler à cette ressourcerie, explique Peggy Wurth, avant de rajouter qu'il faut également former les acteurs du terrain, artistes et techniciens, afin de pouvoir construire dans la perspective de pouvoir réutiliser et donc également utiliser des matériaux réutilisables. Elle-même voit deux pistes à suivre en parallèle : poser un nouveau cadre pour ce qui sera fait dans le futur et valoriser ce qui est déjà fait actuellement. Stéphane Ghislain Roussel souligne que, certes la question de la ressourcerie est primordiale, mais qu'il faudrait la voir connexe à d'autres aspects de l'écoresponsabilité avant de saluer à ce titre le dialogue entre acteurs de la scène culturelle et ministère de la Culture, un dialogue qui, à ses yeux, existe bel et bien au Luxembourg. Or on ne pourrait répondre à la question des ressources et de leur réutilisation sans évoquer



Tun van Beest (à gauche) et Yann Domenge-Lab

également celle de la surproduction – et « se poser parallèlement la question de comment véritablement dans ce pays agir pour décroître la surproduction d'une manière ou d'une autre ». Cela demandera évidemment « un effort considérable », que ce soit avec ou sans obligation, constate Stéphane Ghislain Roussel, avant de conclure que le défi est systémique et qu'il n'y aurait pas une, mais beaucoup de choses à faire en même temps.

Selon le co-fondateur de Ressac et directeur de ArtStock Yann Domenge-Lab, ce qu'il faut mettre en place dans un premier temps serait un diagnostic réel et pragmatique du « qui, quoi ou comment, en quelle quantité ? » pour lequel il faudrait prendre en compte les matériaux utilisés dans différents secteurs comme les musées, les théâtres, le cinéma : « Je pense que c'est une étape incontournable avant même la ressourcerie ».

Seulement après avoir défini le « gisement » et les « faiseurs » on pourrait, dans un second temps, entrer dans la deuxième phase et envisager une, voire plusieurs ressourceries. Stéphane Ghislain Roussel se rallie à cette affirmation en insistant qu'un tel état des lieux semble une évidence et que l'expérience des collègues français est néanmoins extrêmement importante, car elle permettrait

de « gagner du temps, de l'énergie et de l'argent ». À quoi son collègue français d'ArtStock rétorque : « Je pense que ça ne marchera que si des gens du Luxembourg s'en emparent. »

Place est alors faite aux remarques et questions du public, où lors de la première intervention l'exemple de Nei Aarbecht, créée en 1986, est évoqué comme une organisation possédant une certaine expertise et un savoir-faire en matière de recyclage de matériel, sur laquelle on pourrait s'appuyer. « Nei Aarbecht est un très bon modèle (...) surtout en ce qui concerne le réemploi et duquel on pourrait certainement s'inspirer », acquiesce la scénographe Peggy Wurth, tout en soulignant les limites actuelles en matière de costumes et d'accessoires.

Une seconde intervention de la salle évoque le contexte luxembourgeois très particulier et propose de « partager des défis » au travers d'un rapprochement du secteur culturel avec celui de la construction, qui fait face à des enjeux semblables – cela permettrait d'avoir une masse critique et donc assez de matériaux et de choix dans ce qui pourrait être une « ressourcerie nationale ». Cette idée de centralisation semble également trouver l'accord de l'architecte Sergio Carvalho. Mais le partenaire au bureau d'architecture 2001 fait cependant remarquer que le cadre légal dans tout ce qui est art de la scène est beaucoup moins compliqué et contraignant que celui dans le domaine de la construction, alors que justement bon nombre d'entreprises travaillent dans les deux. L'architecte se montre bien plus préoccupé par la question de l'évolution des mentalités et surtout celle du cadre légal en matière de construction qui se révèle actuellement un véritable frein, alors qu'il relève une véritable volonté dans le secteur. Peggy Wurth intervient à nouveau pour souligner que les matériaux utilisés dans les théâtres étant plus légers, ceux-ci sont souvent différents de ceux utilisés en construction, mais que d'autres secteurs comme le cinéma pourraient éventuellement collaborer et que le modèle de ressourcerie pourrait tout à fait être une source d'inspiration, voire une idée adaptable au Luxembourg, tout en évoquant une éventuelle ouverture de cette ressourcerie aux privés, ce qui représenterait également une manière d'« ouvrir » la culture.

Josée Hansen, chargée de mission en charge du spectacle vivant au ministère de la Culture, explique que la Theater Federatioun a été la première à évoquer la nécessité de la mise en place, par le ministère de la Culture, d'un fonds national de costumes et d'accessoires (« Fundus » en allemand), qui s'est développé depuis en l'idée d'une ressourcerie destinée à tous les secteurs artistiques. Les discussions du workshop seraient un indicateur permettant de cerner les questionnements et attentes, un dialogue serait par la suite mené avec le ministère de l'Environnement et celui de l'Économie, qui travaille intensément sur l'idée d'économie circulaire. « Nous sommes tout au début et parfois les choses prennent du temps, mais nous voulions absolument profiter de cette énergie pour continuer le dialogue », conclut Josée Hansen. Une intervention de l'assistance revient à la problématique des locaux soulevée plus tôt dans la discussion: Bénu Village, l'éco-village à Esch fonctionnerait sur exactement ce même principe de recyclerie, mais son entrepôt se trouverait en France -

faute d'avoir trouvé des locaux adaptés au Grand-Duché. Une autre association, Transition Minett et son Facilitec, voudrait se lancer mais ne disposerait pas de locaux du tout. « Les envies sont là, il faudrait désormais un coup de pouce des institutions qui pourraient le permettre », résume l'intervenant en guise de conclusion.

Si le Luxembourg avait un « Ministère de la Promotion immobilière », ce serait celui-là qu'il faudrait aller voir en premier, pointe Yann Domenge-Lab en rapport avec les réflexions entendues lors des différentes interventions. Et donc l'État devrait travailler sur cet aspect-là, alors la société civile ferait le reste, conclut le directeur de la ressourcerie ArtStock. Au modérateur du workshop Tun van Beest de formuler le mot de la fin d'un échange animé et éclairant en affirmant: « Intégrer la durabilité dans la culture est possible et important - et peut-être le premier pas dans la bonne direction serait de s'engager soi-même de mettre en pratique les mesures nécessaires. »<sup>2</sup>

*« On ne peut pas répondre à la question des ressources et de leur réutilisation sans évoquer également celle de la surproduction »*

**Stéphane Ghislain Roussel,**  
metteur en scène et curateur luxembourgeois



# L'écoresponsabilité des arts de la scène en point de mire

Pablo Chimienti

À quelque chose malheur est bon, dit le proverbe. La crise du Covid-19 a durablement marqué le secteur culturel grand-ducal et le monde dans lequel on vit. La pause qu'elle a imposée a permis à certains de lever les yeux, de sortir de leur quotidien et de prendre de la hauteur en observant les choses. C'est à cette période que des artistes de la scène théâtrale grand-ducale, et tout particulièrement Serge Tonnar et Stéphane Ghislain Roussel, ont lancé les bases d'un groupe de réflexion sur la durabilité et l'écoresponsabilité dans le secteur national des arts de la scène.

« Depuis des années, le constat est clair : La richesse et la variété de l'offre culturelle au Luxembourg cache une surproduction exponentielle de spectacles. Le ratio totalement déséquilibré d'un nombre trop faible de représentations par création impacte directement sur l'économie du système, sur ses artistes, sur le rapport au public et sur la qualité des spectacles. L'objectif de ce groupe de travail est de réfléchir sur des propositions concrètes de changement de cette dynamique et de ses réflexes : Comment produire moins mais mieux, et donc de manière durable ? Quelles nouvelles formes de création avec un impact durable peuvent émerger de la crise ? Cette réflexion s'ouvre aussi à l'écoresponsabilité du secteur, un enjeu qui – au vue des bouleversements de nos écosystèmes – devient également central », peut-on lire dans leurs notes d'intention envoyées à la Theater Federatioun, en juin 2020.

Une première réunion – virtuelle ! – de ce qui deviendra très vite le groupe de travail Écoresponsabilité de la fédération se tiendra le 10 juillet 2020. Si Serge Tonnar, qui entretemps a quitté le CA de Maskénada, n'en fait déjà plus partie, Stéphane Ghislain Roussel mènera les discussions sur cette thématique. « Les métamorphoses climatiques commencent à être vraiment très apparentes ; on ne peut pas continuer à se voiler la face », souligne-t-il, aujourd'hui encore, pour expliquer son intérêt pour la cause climatique. « Rendre le secteur des arts de la scène plus écoresponsable, ça demande des transformations de mentalité, de réflexes et aussi des connaissances pour savoir comment mieux faire. Mais c'est tout à fait possible. Il faut juste le décider », ajoute-t-il en prenant comme exemple la cigarette dans l'avion : « Plus personne n'aurait l'idée de fumer dans un avion aujourd'hui, alors que c'était légal et considéré normal il y a 25 ans encore », rappelle-t-il.

## Trois piliers pour un secteur plus durable

D'entrée, trois principaux sujets émergent des discussions du groupe de travail : le besoin d'une charte écoresponsable pour le secteur, le besoin d'un Centre national du patrimoine des arts de la scène et la durabilité des spectacles.

Depuis, le groupe de travail de la Theater Federatioun, désormais mené par Stéphane Ghislain Roussel et Peggy Wurth, s'est réuni une quinzaine de fois. Et rapidement les discussions sont passées de la théorie à la pratique.

Des expertes internationales telles que Véronique Fermé (responsable RSE<sup>1</sup> et développement durable du Festival d'Aix-en-Provence et coordinatrice du Collectif des festivals écoresponsables en région Sud - COFEES), Solenn Koç (ancienne éco-conseillère du Théâtre de Liège) ou encore Delphine Pinasa (directrice du Centre national du costume de scène de Moulins en France) ont été conviées à des réunions et ont apporté leurs expériences et conseillé les membres du groupe de travail, qui s'est rapidement ouvert aux artistes ainsi qu'à d'autres professionnel/les intéressés par la thématique tels que Mathieu Guilleron (Esch-sur-Alzette, Capitale européenne de la Culture 2022) ou Céline Schall (Ville d'Esch-sur-Alzette et Université de Luxembourg).

Des contacts ont rapidement été établis avec le ministère de la Culture et tout particulièrement avec Tom Gantenbein, en charge des infrastructures et des équipements culturels au sein du ministère, pour essayer de trouver un endroit pour la création de ce qui n'est plus tout à fait un Centre national du patrimoine des arts de la scène, mais une « ressource » pour le secteur des arts de la scène. Plusieurs pistes sont étudiées, certaines avancées. Mais, par définition, un tel lieu de stockage de décors requiert des dimensions qui semblent difficiles à trouver dans un pays avec la pression immobilière du Luxembourg. Des locaux qui restent donc à trouver et qui ne suffiront de toutes manières pas à faire fonctionner cette ressource qui aurait également besoin d'un budget de fonctionnement et de personnel.

## Des grands et des petits gestes qui comptent

En attendant, la Theater Federatioun a réalisé plusieurs enquêtes auprès de ses membres pour identifier ce que chacun a dans son « patrimoine » qui pourrait alimenter cette ressource, pour identifier la place dont ils disposent actuellement pour stocker leurs costumes et accessoires, etc.

En parallèle, le groupe de travail a rédigé une liste de petits gestes écoresponsables que ses membres avaient déjà mis en place dans leurs structures, que ce soit au niveau du bâtiment, du fonctionnement, des accueils et des créations, de la communication, des représentations et tournées ou encore de la fin de vie des spectacles. Cette liste a ensuite été envoyée à l'ensemble des membres de la fédération pour que chaque structure, grande ou petite, puisse piocher des idées dans cette liste, essayer de les mettre en place et commencer ainsi à améliorer son empreinte écologique.

Désormais, plus de trois ans après le lancement de ce groupe, il est temps « de passer de la théorie à la pratique » note la scénographe et costumière Peggy Wurth. Un appel qui semble avoir été entendu du côté des Théâtres de la Ville de Luxembourg qui, suite à la participation de certains membres de ses équipes au groupe de travail de la fédération, ont eux aussi mis en place un tel groupe de travail écoresponsabilité au sein de leur structure. « Maintenant il faut vraiment proposer des solutions concrètes », reprend désormais Peggy Wurth qui précise : « c'est pour ça qu'on a proposé d'établir une charte écoresponsable et de durabilité pour le secteur, avec des valeurs, des grandes lignes directrices, mais aussi un plan d'action expliquant comment arriver à respecter ces valeurs, avec une liste de petits et grands gestes disponibles pour chaque département : administration, production, technique, communication, etc. ».

## Une charte pour 2024

Une charte que le groupe de travail espère finaliser avant la fin de cette saison 2023/24. Mais il semble clair aux membres de ce groupe de travail que le secteur doit être soutenu dans cette transition écologique; il a besoin de moyens, de formations spécifiques, de locaux de stockage... pour transformer une économie linéaire en économie circulaire.

« Au Luxembourg, on avait une tradition de créer des spectacles et de les catapulteur sur scène; une fois que c'est fait, c'est fini », regrette Stéphane Ghislain Roussel. « Il n'y avait pas du tout l'ergonomie de ce qu'est le spectacle vivant. Dans d'autres pays il y a plusieurs étapes, ça passe par un rapport au public, ça passe par une attention sur ce qu'est ce spectacle, une attention sur ce qu'un spectacle veut raconter et, du coup, à qui on l'adresse. Bref, tout ce qui est la relation au public a trop longtemps fait défaut chez nous. Puis, il y a un deuxième point, l'autre versant, qui est : quelle est la vie de ce spectacle ? Comment est-ce qu'on l'inscrit dans un contexte national, régional, international ? » Et de poursuivre : « La bonne question n'est pas pourquoi on produit, mais pourquoi on ne trouve pas plus de public pour venir voir un spectacle. Il reste un travail énorme de médiation à faire ! »

*Désormais, plus de trois ans  
après le lancement de ce groupe,  
il est temps « de passer  
de la théorie à la pratique »,  
note la scénographe et costumière  
Peggy Wurth*

## Tout un système à repenser

« Il faut sortir de l'idée de production et remettre au centre l'idée de création; ne pas s'intéresser qu'au produit final, mais aussi à tout ce qui a amené à ça », rebondit Peggy Wurth, pour qui « il faut oser changer les choses et être un peu radical ». L'ancienne présidente de l'Association luxembourgeoise des professionnels du spectacle vivant (ASPRO) l'assure : « Les artistes préféreraient produire moins et passer plus de temps sur chaque création. Ça ne veut pas dire qu'ils travailleraient moins, mais qu'ils travailleraient autrement ». Il y a plusieurs modèles à suivre, assure-t-elle : « L'artiste en résidence, les ateliers, les possibilités de rencontrer les publics avant et/ou après une représentation pour créer un moment d'échange... qui sont autant de propositions écoresponsables, qui ont aussi un important impact social ».

À ce sujet le nombre de résidences artistiques qui progresse au Luxembourg, tout comme le nombre de reprises de pièces dans différentes salles qu'on constate depuis quelques saisons, semblent aller dans le bon sens. « Tout ça, c'est de la durabilité et donc de l'écoresponsabilité », insiste Stéphane Ghislain Roussel. « Tout le monde doit prendre conscience de l'importance de tout ça et y prendre part. Individuellement on ne peut pas changer tout de suite les choses, mais on peut commencer à faire sa part ! » note, pour conclure, Peggy Wurth. D'autant que produire de manière écoresponsable ne coûte pas nécessairement plus cher, rappellent les deux chevilles ouvrières du groupe de travail. Après tout, louer un costume au lieu de l'acheter, recycler des décors au lieu de les détruire et les jeter, prévoir des tournées plus cohérentes au niveau des déplacements... c'est non seulement plus pertinent au niveau de l'écoresponsabilité, mais cela permet aussi de faire des économies. « Il faut, cependant, d'abord, repenser tout le système », rappellent les deux artistes. C'est ce qu'essayent de faire, à leur niveau, les différents membres du groupe de travail écoresponsabilité de la Theater Federatioun.

# Biblio- et webographie

## Références nationales

Arcus Kanner, Jugend a Famill asbl (2023) :

[Formida Circular: Centre Formida](#)

[Elo](#) – « Le guide durable et responsable », Esch-sur-Alzette, 2022

Fédération luxembourgeoise des arts de la scène  
(Theater Federatioun) :

[THEATER FEDERATIOUN - Fédération luxembourgeoise des arts de la scène Theatre](#)

« Fêtes, réunions, culture et sports : Savourer les événements avec moins de déchets », Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable/Administration de l'Environnement, 2022 :

<https://environnement.public.lu/dam-assets/fr/dechets/publications/22447-12-fiches-brochures-fr-def.pdf>

Green Events :

[Organisez des Green Events - les events de demain - au Luxembourg](#)

Guide Éco-urbanisme, Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire, 2021 :

[https://amenagement-territoire.public.lu/content/dam/amenagement\\_territoire/GUIDE-ECO-URBANISME-JUILLET-2021.pdf](https://amenagement-territoire.public.lu/content/dam/amenagement_territoire/GUIDE-ECO-URBANISME-JUILLET-2021.pdf)

Kulturentwécklungsplang 2018-2028 et documents connexes :

[KEP - Kulturentwécklungsplang 2018-2028 - Luxembourg \(public.lu\)](#)

Kulturfabrik Esch, centre culturel : [Environmental Charter](#).

Loi du 9 juin 2022 modifiant la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets :

<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2022/06/09/a267/jo>

Loi du 9 juin 2022 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement :

<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2022/06/09/a269/jo>

Millot, Loïc : série d'articles « Culture et éco-responsabilité » dans le Lëtzebuerger Land :

1. [« Tentatives et paradoxes »](#), 14.7.2023 ;
2. [« La permaculture des arts »](#), 21.7.2023 ;
3. [« L'écologie comme éthique militante »](#), 28.7.2023 ;
4. [« Bonnes pratiques et mauvais accord »](#), 4.8.2023 ;
5. [« Le tournant vert de la Cité musicale-Metz »](#), 11.8.2023 ;
6. [« Vers une écologie curatoriale »](#), 25.8.2023 ;
7. [« To be green or not to be »](#), 1.9.2023

Ministère de la Culture, Luxembourg :

[Ministère de la Culture // Le gouvernement luxembourgeois](#)

[Oekozer Pafendall : oekozer.lu](#)

« Patrimoine et développement durable » ; brochure de l'Institut national pour le patrimoine architectural - INPA, 2022 :

<https://inpa.public.lu/dam-assets/fr/publications/mc-202206117-journee-europe-fr-prod-web-2.pdf>

Portail étatique dédié à l'économie circulaire :

[Economie circulaire - Luxembourg \(public.lu\)](#)

[Portail étatique dédié à l'environnement : umwelt.lu](#)

Rapport final du Klimabiergerrot « 56 propositions pour accélérer et intensifier la lutte contre le réchauffement climatique au Luxembourg », 2022 :

[https://www.klima-biergerrot.lu/\\_files/ugd/dcac1d\\_5bb495b5584b-4618815bb5fd8d9ad66d.pdf](https://www.klima-biergerrot.lu/_files/ugd/dcac1d_5bb495b5584b-4618815bb5fd8d9ad66d.pdf)

Weber, Selma : [Das Büro für Nachhaltigkeit](#) ;

série de podcasts sur l'écologie dans le domaine de la culture, notamment au Luxembourg, 2021-22



## Références internationales

Aktionsnetzwerk Nachhaltigkeit in Kultur und Medien :

[Aktionsnetzwerk Nachhaltigkeit in Kultur und Medien – Betriebsökologie für Klimaneutrale Kultur und Medien \(aktionsnetzwerk-nachhaltigkeit.de\)](https://aktionsnetzwerk-nachhaltigkeit.de)

Association ArtStock :

[Ressourcerie culturelle à fort impact environnemental et social \(artstockasso.fr\)](https://artstockasso.fr)

Brainstorming Report « Culture and Creative Sectors and Industries driving Green Transition and facing the Energy Crisis », 2023 :

[https://voicesofculture.eu/wp-content/uploads/2023/10/VoC-Report\\_Greening-CCSI.pdf](https://voicesofculture.eu/wp-content/uploads/2023/10/VoC-Report_Greening-CCSI.pdf)

Collectif des festivals écoresponsables et solidaires en Région Sud (Cofees) :

[Accueil - COFEES](#)

Conclusions du Conseil sur la gestion des risques en matière de patrimoine culturel (2020/C 186/01) :

[https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020XGo605\(01\)&from=EN](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020XGo605(01)&from=EN)

Convention du Conseil de l'Europe sur le paysage :

<https://www.coe.int/fr/web/landscape>

[Décarbonons la culture ! :](#)

rapport de l'ONG française The Shift Project, novembre 2021

[Écoconception des décors d'opéra, de théâtres et autres scénographies – Un guide méthodologique ;](#)

Festival d'Aix-en-Provence, septembre 2021

[Ecoprod –](#)

Association française pour la transition écologique des tournages de films

[Einfach ! Machen – Ein Kompass für ökologisch nachhaltiges Produzieren im Kulturbereich ;](#)

Kulturstiftung des Bundes, Berlin, 2020

Hanseatische Materialverwaltung, Hamburg :

<https://www.hanseatische-materialverwaltung.de/>

Julie's Bicycle, ONG britannique pour l'écoresponsabilité en culture : [Welcome to Julie's Bicycle | Homepage | Culture & Climate Non-Profit \(juliesbicycle.com\)](#)  
[New European Bauhaus](#)

[La mutation écologique du spectacle vivant – Des défis, une volonté ;](#)

Syndeac - Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles : Paris, octobre 2023

Pacte vert pour l'Europe : [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal\\_fr](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/european-green-deal_fr)

[Performing for future –](#)

Netzwerk für Nachhaltigkeit in den Darstellenden Künsten

[Transition écologique de la culture - Guide d'orientation et d'inspiration ;](#) Ministère de la Culture français ; Paris, décembre 2023

« Renforcer la résilience du patrimoine culturel face au changement climatique » ; rapport de la Commission européenne, Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture, Office des publications de l'Union européenne, 2022 : <https://data.europa.eu/doi/10.2766/71461>

Ressac : réseau de ressourceries artistiques et culturelles :

[Accueil - Réseau RESSAC](#)

Study “Safeguarding cultural heritage from natural and man-made disasters – A comparative analysis of risk management in the EU”, European Commission, Directorate-General for Education, Youth, Sport and Culture, Maxwell, I., Drdácáký, M., Vintzileou, E. et al., Publications Office, 2018,

<https://data.europa.eu/doi/10.2766>

« The Ultimate Cookbook for Cultural Managers - The EU Green Deal and Live Performance Organisations », EFA- European Festivals Association (publisher), mars 2023 :

<https://www.pearle.eu/download/PUBLICATIONS/ce5a71af-f5b275ce9c60feff34c1ec34/75d9fcb42954e61da539c28444aafab6>

« Where to land: embedding European performing arts in the new Climate Regime », 2022 :

<https://maillon.eu/download/blocks/600/embed?path=data%2F-Blocks%2Fembeds%2Ffiles%2FRESTITUTION.pdf&disk=local>

## Mise en garde

Ce *Cahier du ministère de la Culture* est le deuxième tome de la série de publications dédiées à des thèmes interdisciplinaires, qui touchent tous les domaines culturels. Elles complètent et documentent ainsi les workshops thématiques dédiés à ces sujets et permettent de continuer la réflexion thématique. Après le premier *Cahier* paru en juillet 2023 et dédié à la *presse culturelle et culture dans la presse*, ce volume fait suite au workshop sur l'écoresponsabilité qui a eu lieu le 24 novembre 2022 à la Kulturfabrik à Esch-sur-Alzette et il rend compte des résultats d'une étude sur les matériaux utilisés dans la production culturelle qui pourraient être réutilisés. Ce document s'étend donc sur deux années et servira de base pour les discussions futures sur la création d'une ressourcerie culturelle.

## Éditeur

Ministère de la Culture, Luxembourg

## Conception et coordination

Josée Hansen, Jo Kox

## Comité de rédaction

Vesna Andonovic, Nadine Erpelding, Tom Gantenbein, Josée Hansen, Cédric Kayser, Nathalie Kerschen, Tun van Beest, Barbara Zeches

## Traduction

Patrick (Boris) Kremer

## Corrections

Nathalie Kerschen, Anne Lanners

## Photos

p. 28, 29, 30, 31: Romain Girtgen/ FerroForum

p. 26, 51, 53, 55, 58: ministère de la Culture, Luxembourg

## Conception graphique

Studio Polenta

## e-book

Février 2024

ISBN : 2989-7440

Titre clé: Les cahiers du ministère de la Culture (en ligne)



ISBN 978-2-87984-146-5



9 782879 841465